



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/47/PV.45
13 novembre 1992

FRANCAIS

Quarante-septième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 45e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 22 octobre 1992, à 15 heures

Président : M. NANDOE (Suziname)
(Vice-Président)

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14] (suite)

- a) Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence
- b) Projet de résolution

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, Bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

En l'absence du Président, M. Nandoe (Suriname), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE :

- a) NOTE DU SECRETAIRE GENERAL TRANSMETTANT LE RAPPORT DE L'AGENCE (A/47/374)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/47/L.9/Rev.1)

M. KARHILO (Finlande) (interprétation de l'anglais) : L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire continue d'être confrontée à de sérieux défis. La prévention de la prolifération des armes nucléaires est devenue plus complexe. Les exigences relatives aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) se sont accrues. En même temps, il existe une plus grande conscience des problèmes actuels dans le domaine de la sûreté nucléaire.

L'AIEA a dû faire face à une charge de travail croissante alors que ses moyens financiers diminuaient. Ma délégation souhaite féliciter le Directeur général et son personnel pour leur travail remarquable dans des circonstances difficiles.

La Finlande s'associe à l'opinion exprimée par le Directeur général selon laquelle l'ensemble du programme de l'Agence peut être examiné à la lumière des événements récents. Une telle démarche permettrait de revoir adéquatement les priorités de l'Agence.

Le plus important effort actuellement déployé dans le domaine de la sûreté nucléaire réside dans la préparation d'une convention internationale. L'utilisation sûre, bien menée et bien gérée de l'énergie nucléaire continuera de représenter une des principales sources d'énergie en Finlande. Cependant, la sûreté nucléaire ne constitue pas seulement une question nationale, mais aussi une préoccupation internationale légitime, sans égard aux frontières. Une entente rapide sur la convention serait un événement très important.

Les vues divergent en ce qui concerne la portée et la teneur exactes de la convention, mais les intérêts fondamentaux sont les mêmes. De l'avis de la Finlande, l'essentiel de la convention reposerait sur un engagement à l'égard de principes de sûreté internationalement convenus. La responsabilité première pour la sûreté incomberait aux organisations nationales. Des

M. Karhilo (Finlande)

principes conjointement acceptés formeraient la base nécessaire à des pratiques nationales de sûreté et à un meilleur contrôle de la qualité. La convention devrait aussi comprendre des dispositions sur des mesures de suivi appropriées qui favoriseraient des communications régulières et la transparence dans l'échange de conclusions à caractère réglementaire et de données d'exploitation. Ce sont là des préalables à un système de contrôle crédible et efficace.

Jusqu'à maintenant, les travaux relatifs à la convention ont porté sur les centrales nucléaires civiles, car une telle démarche semble offrir les meilleures possibilités de progrès rapide. Cependant, la gestion et l'élimination des déchets radioactifs, y compris les déchets issus de l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire, suscitent également des préoccupations en matière de sécurité. S'il est important, à l'étape actuelle, d'axer notre attention sur les usines civiles, le principe de la responsabilité internationale envers la gestion des déchets radioactifs, y compris les déchets issus d'applications militaires, ne doit pas être négligé dans la future convention.

Nous constatons avec satisfaction que la légitimité de ces préoccupations a été reconnue, par exemple, par le Groupe de travail sur la sûreté nucléaire du Conseil des Etats de la mer Baltique, qui est un groupement intergouvernemental rassemblant la Finlande, tous les autres Etats littoraux de la mer Baltique et la Commission des Communautés européennes.

Bien qu'il soit vital de conclure à brève échéance une convention sur la sûreté, il existe des tâches encore plus urgentes. La sûreté de réacteurs anciens en Europe centrale et orientale est très préoccupante. Tous les efforts doivent être déployés pour accroître la sûreté des réacteurs à risque, en attendant leur mise hors service.

Des organisations finlandaises ont déjà amorcé un tel travail, tant au plan bilatéral que multilatéral. La Finlande est particulièrement préoccupée par la présence de certains réacteurs dans notre voisinage immédiat, soit dans la région de Saint-Petersbourg et dans la presqu'île de Kola.

En vertu d'un accord conclu entre les autorités finlandaises et russes, des experts finlandais aideront à l'élaboration d'un plan destiné à améliorer la sécurité nucléaire des réacteurs russes dans les régions adjacentes à la Finlande. Plus d'un million de dollars américains ont déjà été investis par

M. Karhilo (Finlande)

la Finlande dans cette coopération. Dans ce cadre, le Centre finlandais pour la sécurité des radiations équippa les centrales nucléaires de Sosnovyi Bor et de la péninsule de Kola de stations de télécommunications INMARSAT-C. Un échange de renseignements plus rapide et plus complet en cas d'urgence est dans l'intérêt de chacun.

Les progrès dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement, y compris le Protocole de Lisbonne sur la mise en application multilatérale du Traité START et les engagements unilatéraux de désarmement nucléaire assumés par les Etats-Unis et la Russie qui ont suivi, accroissent les perspectives d'une prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération. Nous nous félicitons également de la coopération entre la Russie et des Etats-Unis visant l'utilisation commerciale de l'uranium russe fortement enrichi pour la production d'électricité puisque cet uranium devient inutile à la suite du démantèlement des ogives nucléaires.

Arrêter la prolifération des armes nucléaires est la tâche principale des parties au Traité sur la non-prolifération et une entreprise commune des Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). L'objectif de la Finlande pour la Conférence de non-prolifération de 1995 est la prorogation indéfinie du Traité.

En tant que partisan convaincu du Traité sur la non-prolifération, la Finlande se félicite de l'adhésion officielle de la Chine et de la France au Traité. Nous continuons à engager tous les pays qui ne sont pas encore parties à adhérer au Traité, afin qu'il devienne universel au moment de sa prorogation en 1995. Nous nous félicitons des nouveaux accords de garanties conclus notamment avec l'Afrique du Sud, l'Argentine et le Brésil, la République populaire démocratique de Corée et la Syrie.

Le cas des Etats membres de la Communauté des Etats indépendants est particulièrement intéressant. Nous notons avec satisfaction la récente adhésion de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan au Traité sur la non-prolifération en tant qu'Etats non dotés d'armes nucléaires. Les engagements déjà pris à cet égard par le Bélarus, l'Ukraine et le Kazakhstan nous incitent à croire que leur adhésion ne se fera pas attendre. Nous avons noté avec satisfaction les déclarations récentes faites à la Première Commission par le Bélarus et l'Ukraine, qui ont réaffirmé leur intention d'adhérer au Traité sur la non-prolifération dans un proche avenir.

M. Karhilo (Finlande)

Nous notons avec préoccupation qu'environ 40 pays n'ont pas encore conclu d'accords de garanties. Ces accords ne sont pas une formalité. Ils sont exigés par le Traité sur la non-prolifération que l'Etat partie mène des activités nucléaires pacifiques ou non. Nous continuons d'engager les pays concernés à conclure les accords nécessaires avec l'Agence le plus tôt possible.

Passant à l'application des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991) du Conseil de sécurité, il convient de féliciter le Directeur général et ses collaborateurs de l'excellent travail qu'ils ont accompli, souvent dans des conditions extrêmement difficiles. Nous sommes certains que les tâches essentielles qui subsistent seront effectuées avec autant de compétence et en coopération féconde avec la Commission spéciale des Nations Unies.

Le cas de l'Iraq a fait ressortir les lacunes de l'actuel système de garanties. Il est déconcertant de noter que, tandis que l'AIEA a rempli ses fonctions en conformité totale avec les règles et les pratiques existantes, l'Iraq a pu cependant se livrer à des activités de grande envergure visant à mettre au point des armes nucléaires. En outre, si les inspections avaient continué sur la même base, rien n'indique qu'elle aurait fait des découvertes.

Nous notons avec satisfaction que les travaux destinés à renforcer le système des garanties ont commencé. A notre avis, l'AIEA doit pouvoir utiliser le mandat qui lui a été conféré par son statut et dans les différents accords de garanties, si les circonstances l'exigent.

Une mesure importante en vue du renforcement du régime de la non-prolifération est la déclaration faite par 27 pays, y compris la Finlande, de suivre pour leurs exportations nucléaires les Directives relatives aux transferts d'équipements et de matières à double usage dans le domaine nucléaire, ainsi que des technologies s'y rapportant. Ces pays ont également décidé d'appliquer dorénavant le principe des "garanties intégrales" comme une condition de leur fournitures nucléaires, un principe que la Finlande et un certain nombre de pays préconisaient depuis longtemps.

La Finlande est devenue récemment membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Les sujets discutés dans cette déclaration représenteront nos principales préoccupations pendant la durée de notre mandat au Conseil.

M. Karhilo (Finlande)

L'Agence doit continuer à renforcer le système de garanties, donner de l'élan à l'amélioration de la sécurité nucléaire et rationaliser son organisation de façon à garder dans l'avenir sa raison d'être et sa rentabilité. Nous sommes convaincus que l'Agence sera capable de répondre à ces défis d'une nouvelle ère.

M. WLOSOWICZ (Pologne) (interprétation de l'anglais) : Le Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 1991 et la déclaration importante de M. Hans Blix qui donne des renseignements sur les activités de l'Agence en 1992 nous fournissent une excellente occasion de saluer le rôle positif joué par l'AIEA dans le développement de la coopération internationale pour les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, et de souligner sa contribution au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

La Pologne se félicite des récentes adhésions au Traité sur la non-prolifération de la Chine, de la France et de la République d'Afrique du Sud, ainsi que les engagements pris par le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ukraine d'adhérer au Traité dans un avenir proche en tant qu'Etats non dotés d'armes nucléaires. Il est également satisfaisant de voir que les plus grands pays d'Amérique latine sont parvenus maintenant à l'étape finale du processus d'entrée en vigueur du Traité de Tlatelolco. Le fait que la Corée du Nord s'acquitte de ses obligations visant à conclure un accord de garanties avec l'AIEA représente un premier pas important dans la bonne direction. De même, il faut se féliciter de la coopération jusqu'ici des autorités nord-coréennes avec les équipes d'inspection.

Au Moyen-Orient, nous continuons d'assister au démantèlement, sous les auspices des Nations Unies, des préparatifs clandestins de mise au point d'une capacité d'armement nucléaire. Dans ce contexte, nous notons avec satisfaction les mesures décisives prises par l'Agence en ce qui concerne le non-respect par l'Iraq de ses obligations au titre de la non-prolifération nucléaire. Nous rendons hommage en particulier à l'AIEA pour les efforts qu'elle a déployés dans la mise en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous appuyons tout spécialement l'exigence que l'Iraq soumette à l'Agence une déclaration intégrale et complète de son programme nucléaire.

M. Wlosowicz (Pologne)

La Pologne accorde la priorité absolue au renforcement du système de garanties international, qui sous-tend tout le régime de non-prolifération. Nous sommes heureux donc que les Etats membres de l'AIEA aient confirmé leur volonté de poursuivre les efforts nécessaires pour renforcer l'efficacité et la portée du système à la dernière conférence générale du mois dernier. Les décisions du Conseil des gouverneurs de l'Agence selon lesquelles les membres de l'AIEA devraient fournir des renseignements sur leurs transferts respectifs de matériels et d'équipements nucléaires représentent un apport important au système de garanties.

Je voudrais également mentionner dans ce contexte les activités louables du Comité Zangger et du Groupe des fournisseurs de matières nucléaires, qui se sont centrés sur les directives relatives aux transferts nucléaires.

Nous pensons que les changements favorables intervenus dans le climat international devraient être convenablement reflétés dans les décisions de la Conférence d'examen du Traité en 1995. Elles devraient consolider et renforcer davantage l'importance du Traité, et en particulier prolonger sa validité indéfiniment.

M. Wlosowicz (Pologne)

La sûreté nucléaire reste l'une de nos plus grandes préoccupations. La Pologne appuie tous les efforts internationaux visant à améliorer les normes de sûreté des anciennes installations nucléaires qui continuent de fonctionner en Europe de l'Est et en Europe centrale. Nous nous félicitons de l'aide offerte à cet égard par les pays qui possèdent des techniques nucléaires de pointe et nous espérons que leur utilisation permettra de réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement. Nous nous associons aux autres délégations pour demander instamment la poursuite et l'accélération du travail d'élaboration d'une convention sur la sûreté nucléaire.

La Pologne porte le plus grand intérêt à la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Non seulement nous apprécions au plus haut point les nobles objectifs de l'Agence et les partageons, notamment pour ce qui est d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, mais nous travaillons avec elle et bénéficions de cette coopération dans de nombreux domaines pratiques comme la conservation des aliments, la médecine et la protection de l'environnement. Le recours à l'énergie nucléaire pour réduire les émissions d'oxyde de carbone et d'oxyde d'azote dans l'atmosphère et pour purifier les gaz de combustion par irradiation électronique est la plus récente contribution de l'Agence à notre programme de protection de l'environnement.

Le travail de l'Agence internationale de l'énergie atomique, si bien reflété dans le rapport et dans la déclaration de son directeur général, mérite nos éloges. Et c'est la raison pour laquelle nous appuyons le projet de résolution sur le rapport de l'AIEA.

M. DEYANOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais associer la délégation de Bulgarie à celles qui ont déjà félicité le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix, pour l'exposé détaillé et complet qu'il a fait hier et pour le rapport annuel sur le fonctionnement de l'Agence en 1991 qu'il a présenté.

En sa qualité de membre fondateur de l'AIEA, la Bulgarie est un partisan convaincu de l'Agence, qui reste une organisation d'une importance décisive pour la communauté internationale. Dans la situation mondiale nouvelle que nous connaissons aujourd'hui, l'AIEA continue à jouer un rôle déterminant pour ce qui est de favoriser la paix et la sécurité mondiales et de promouvoir la coopération en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

M. Deyanov (Bulgarie)

Le Directeur général et ses collaborateurs méritent d'être félicités de leur dévouement personnel et de leurs efforts inlassables pour adapter l'Agence aux changements fondamentaux de notre époque et en relever comme il convient les nouveaux défis.

Pour la délégation bulgare, le rapport annuel de l'AIEA traduit un souci de présenter une analyse complète et équilibrée des activités de l'Agence en 1991. Le rapport montre à l'évidence que l'Agence doit continuer à s'acquitter de ses responsabilités, comme le prévoient son statut et les résolutions de la Conférence générale et du Conseil des gouverneurs.

La Bulgarie, qui assume la vice-présidence du Conseil des gouverneurs, a participé à l'examen détaillé puis à l'adoption de décisions relatives aux activités de l'AIEA pendant la période sur laquelle porte le rapport. Ma délégation appuie ledit rapport, qui traduit bien les efforts déployés par l'Agence pour renforcer son système de garanties, améliorer la portée et l'efficacité de ses programmes de sûreté et de coopération nucléaires, et servir de source d'assistance technique de la plus grande valeur pour les Etats membres. En conséquence, je voudrais dire que ma délégation appuie vivement le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 sur le rapport de l'Agence pour 1991, que l'Australie a présenté hier au nom de ses auteurs, dont la Bulgarie.

La Bulgarie attache une importance particulière aux programmes de l'Agence destinés à fixer des normes et à fournir une assistance pour garantir la sûreté nucléaire et radioactive. Cela est conforme à l'engagement pris, aux termes des décisions d'Helsinki de 1992, par les Etats participants à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui ont convenu d'appuyer activement les programmes de coopération technique de l'AIEA visant à renforcer la sûreté nucléaire. L'assistance technique offerte régulièrement par l'Agence nous paraît de nature à aider les pays en développement et les pays en transition à obtenir la compétence technique et l'appui nécessaires à leurs programmes nationaux.

Cela dit, je ne peux manquer de partager les préoccupations exprimées dans le rapport de l'Agence à propos du déclin des annonces de contributions pour réaliser l'objectif du Fonds d'assistance et de coopération techniques. Malgré l'accroissement de la valeur totale des ressources, le pourcentage du montant des annonces de contributions est passé de 85,3 % en 1990 à 78,4 %

M. Deyanov (Bulgarie)

en 1991. Ma délégation craint que cela rende très difficile pour l'Agence d'exécuter ses programmes d'assistance technique en faveur des pays qui en ont besoin. Malgré ses difficultés financières, la Bulgarie n'a jamais cessé de verser ses contributions au Fonds d'assistance et de coopération techniques et elle compte bien que tous les autres Etats Membres renforceront leur appui à ce fonds.

La Bulgarie est au nombre des pays qui comptent beaucoup sur l'énergie nucléaire pour satisfaire la plupart de leurs besoins en énergie. Plus de 40 % de l'énergie produite en Bulgarie provient des réacteurs nucléaires de Kozloduy. L'approvisionnement régulier du pays en énergie et les mesures efficaces prises parallèlement pour améliorer les normes de sûreté nucléaire sont d'importants objectifs que s'est fixés mon gouvernement pour faire progresser le pays sur la voie difficile qui le fera passer d'une économie planifiée à une économie de marché.

Les changements démocratiques qui se sont produits en Europe de l'Est et en Europe centrale ont fait que le public, en raison de son intérêt croissant pour ces questions, insiste désormais pour voir régler les problèmes de la sûreté des centrales nucléaires et pour que l'on trouve le moyen de garantir une utilisation plus efficace de l'énergie dans ces pays.

La Bulgarie ne fait pas exception à la règle. Son parlement et différents groupes écologistes bulgares s'emploient activement avec le Gouvernement à améliorer les normes de sûreté nucléaire et à garantir un meilleur rendement des six réacteurs de la centrale nucléaire de Kozloduy. Le Gouvernement bulgare est bien décidé à progresser encore dans cette voie, quelles que soient les difficultés financières et logistiques qui sont les siennes en raison des graves problèmes économiques auxquels le pays est actuellement confronté. Dès lors, il paraît naturel que, pour réaliser cet objectif, mon gouvernement compte dans une certaine mesure sur l'assistance extérieure d'autres pays et d'organisations internationales.

La Bulgarie apprécie au plus haut point les efforts de l'AIEA pour exécuter son projet spécial consistant en l'examen des réacteurs de conception soviétique de la première génération - les réacteurs VVER-440/230 -, qui de toute évidence ont besoin d'être améliorés du point de vue de la sûreté nucléaire. Comme l'indique le rapport annuel, en 1991 l'Agence a, dans le cadre de ce projet, procédé à un examen de la conception de ce type de

M. Deyanov (Bulgarie)

centrales nucléaires. Cette étude a révélé des différences entre diverses centrales de ce type, montrant ainsi l'intérêt d'envoyer des missions d'examen ponctuelles dans les centrales d'un certain nombre de pays d'Europe de l'Est intéressés.

Dans le cadre de ce projet, des missions d'examen de la sûreté ont également été envoyées à la centrale nucléaire de Kozloduy, en Bulgarie, plus particulièrement sur les quatre sites où des VVER-440/230 sont en service. Encore qu'aucun des réacteurs de Kozloduy soit du type Tchernobyl, ces quatre unités demandent à être améliorées pour répondre aux normes de sécurité plus strictes appliquées en Europe. Les deux autres unités de cette centrale sont d'un autre type - WVER-1000 -, qui est un réacteur nucléaire à la fois plus puissant, beaucoup plus sûr et plus fiable. D'autres missions de l'AIEA ont évalué la sûreté de notre centrale nucléaire du point de vue sismique, l'accent étant mis sur l'accélération théorique en cas de tremblement de terre et la vulnérabilité sismique des structures et des composants importants pour la sûreté.

M. Deyanov (Bulgarie)

A la lumière des résultats des missions de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Gouvernement bulgare a adopté des mesures précises et fait actuellement des efforts sérieux pour exécuter les recommandations des experts de l'Agence. Nous sommes déterminés à tout faire pour améliorer la sûreté nucléaire de la centrale de Kozloduy, même si en raison de ressources financières précaires, cela risque d'entraîner certaines difficultés pour notre économie ainsi que des tensions sociales résultant de coupures dans d'autres programmes parrainés par le Gouvernement.

Les mesures prises par mon gouvernement ont porté notamment sur certaines mesures radicales comme la fermeture temporaire de la plupart des unités de la centrale de Kozloduy, afin d'apporter les améliorations recommandées en matière de sécurité. A cette fin, la Bulgarie a reçu l'aide de l'Association mondiale des opérateurs nucléaires et de différentes autres autorités et sociétés nucléaires qui ont mis au point des projets précis en vue d'améliorer substantiellement le fonctionnement de ces réacteurs. La Communauté européenne et la Banque mondiale nous ont également accordé un soutien financier extrêmement précieux.

Je voudrais exprimer la profonde reconnaissance de la Bulgarie aux gouvernements et aux organisations internationales qui ont aidé mon pays à cet égard. Nous espérons que ce type de coopération sera maintenu à l'avenir. Notre objectif est de garantir la sûreté de toutes les installations nucléaires de Bulgarie, afin de protéger la population et l'environnement, conformément aux engagements appropriés tels qu'ils sont formulés dans les décisions d'Helsinki de 1992.

Nous pensons qu'avec l'application détaillée de la Charte européenne de l'énergie, la situation à long terme en matière d'énergie en Europe centrale et orientale pourrait être sensiblement améliorée.

Le travail pour mettre au point une nouvelle convention sur la sécurité nucléaire qui est présentement en cours à l'Agence est d'une grande importance pour accroître la sécurité des centrales nucléaires tout en tenant pleinement compte des besoins propres aux pays intéressés. Les résultats de la Conférence sur la sûreté de l'énergie nucléaire, qui a examiné les questions de la sûreté sur les plans technique et politique et qui a formulé des recommandations très utiles pour l'avenir, pourraient constituer un encadrement utile dans ce domaine.

M. Deyanov (Bulgarie)

J'apprécie le fait que l'aide bilatérale du Groupe des Sept et du Groupe des 24 de même que les programmes de soutien mis en oeuvre par la Communauté européenne, l'AIEA et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont déjà en cours. Ces programmes ont porté jusqu'à maintenant sur l'analyse, la consultation et les activités de formation, mais nous voulons espérer une plus grande participation à la solution des problèmes de déficience en matière de sûreté nucléaire, grâce à la fourniture d'équipement nécessaire et à un appui financier substantiel.

Nous comprenons qu'en raison de l'ampleur et de la complexité de la question, un programme d'action multilatérale pourrait être également nécessaire pour enrichir l'assistance bilatérale actuelle. Je tiens à relever tout particulièrement le rôle important que joue déjà à cet égard la Commission européenne, qui est chargée de coordonner - avec les conseils de l'AIEA - l'assistance technique du Groupe des 24 en matière de sûreté nucléaire dans les Etats d'Europe centrale et orientale.

Ma délégation partage l'opinion que pour réaliser des progrès en matière d'opération sans risque des réacteurs nucléaires d'Europe centrale et orientale, le meilleur moyen serait d'opérer dans le cadre de réformes économiques réussies, en particulier l'adoption des principes du marché libre, l'instauration d'un commerce libéralisé et la création de conditions favorables aux investissements. La Bulgarie a accepté l'idée de cette transformation et a déjà pris dans ce sens un certain nombre de mesures importantes.

Les progrès récents survenus dans le domaine du désarmement nucléaire et le recours grandissant aux Nations Unies en matière de diplomatie préventive ont donné du relief aux inquiétudes très répandues quant au danger de prolifération des armes nucléaires et de leurs vecteurs. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) reste l'élément le plus important du régime international destiné à faire face à ces dangers.

Dans le nouvel environnement international, le Conseil de sécurité pourrait devenir une instance efficace pour faire respecter la non-prolifération. Comme sa responsabilité première porte sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité a le droit d'adopter et devrait adopter des mesures dont l'objectif principal serait de

M. Deyanov (Bulgarie)

freiner la prolifération et de frapper de sanctions les Etats qui violeraient les accords internationaux.

La communauté internationale a maintenant besoin de mesures efficaces pour assurer la protection des matières nucléaires, pour déceler à temps et empêcher les transferts d'armes nucléaires et leur production clandestine. Le rôle fondamental de l'Agence à cet égard est d'ores et déjà reconnu et devrait être accru.

Ma délégation croit que la coopération nucléaire devrait dépendre de l'adhésion au Traité de non-prolifération et son strict respect ainsi que l'adhésion à d'autres accords bilatéraux ou multilatéraux tout aussi contraignants. Mon pays accepte cette condition et en fait la base de sa propre participation à cette coopération.

En sa qualité de membre du Groupe de fournisseurs nucléaires, la Bulgarie participe au processus en cours pour renforcer les directives afférentes au contrôle des exportations et à d'autres instruments appropriés. Le Gouvernement bulgare a décidé d'appliquer pleinement les nouveaux accords internationaux convenus par le Groupe des fournisseurs nucléaires à Varsovie cette année, qui constituent aujourd'hui un élément essentiel de la politique de contrôle des exportations de mon pays. Les garanties intégrales en tant que condition pour l'approvisionnement nucléaire sont partie intégrante de la politique commune d'exportation de tous les Etats membres du Groupe des fournisseurs. Nous espérons que les autres Etats agiront bientôt de même.

La Bulgarie estime que la capacité de l'Agence de remplir les fonctions que prévoit son statut doit être encore accrue. L'Agence doit pouvoir disposer de toutes les ressources nécessaires pour consolider son régime de garanties, pour effectuer les inspections spéciales et pour renvoyer les cas de prolifération non réglés au Conseil de sécurité.

Dans sa déclaration devant l'Assemblée générale hier, M. Hans Blix a relevé que le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a confirmé le droit de l'Agence d'effectuer des inspections spéciales lorsqu'il y a des raisons de présumer que des installations ou des matériels qui auraient dû être déclarés ne l'ont pas été. Nous convenons avec le Directeur général que, dans le nouveau système de garanties qui prend forme actuellement à l'Agence, les renseignements fournis par l'Etat inspecté doivent être complétés par des données additionnelles venant d'autres Etats.

M. Deyanov (Bulgarie)

Dans ce contexte, nous estimons que les mesures des organes principaux de l'Agence pour appliquer le concept de la communication universelle de renseignements relatifs aux exportations et importations de matières nucléaires, de stocks, d'équipement à vocation nucléaire et autres matériels non nucléaires méritent d'être encouragées et développées plus avant.

La Bulgarie se félicite des décisions récemment prises par l'Agence afin de consolider le système de garanties. Ma délégation note également avec satisfaction qu'une référence appropriée à ces décisions figure dans le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 relatif au rapport de l'Agence.

Les résultats des inspections effectuées par la Commission spéciale de l'ONU et l'AIEA, qui ont prouvé que l'Iraq ne se conformait pas à ses obligations au titre des garanties prévues dans le Traité de non-prolifération, sont un avertissement très opportun qui montre les graves conséquences auxquelles devront faire face à l'avenir les responsables d'une éventuelle prolifération. Il s'agit là d'une question essentielle qui se pose également dans les domaines non moins importants des armes chimiques et techniques, ou de la technologie des missiles.

M. Deyanov (Bulgarie)

La Bulgarie a appuyé la résolution adoptée par la trente-sixième Conférence générale de l'Agence ayant trait au manquement de l'Iraq à ses obligations en matière de garanties. Certaines des formules de cette résolution se retrouvent dans le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 soumis à l'Assemblée. A ce sujet, je voudrais relever les efforts soutenus déployés par le Directeur général et ses collaborateurs visant à assurer l'application des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991) du Conseil de sécurité, notamment pour ce qui est de la détection et de la destruction ou encore de la neutralisation des équipements et matériaux pouvant être utilisés pour des armes nucléaires.

En conclusion, je voudrais affirmer une fois de plus que la Bulgarie appuie vigoureusement les activités de l'Agence. Nous sommes fermement convaincus que ce que fait l'Agence pour assurer que l'énergie nucléaire ne soit utilisée qu'à des fins pacifiques et pour assurer une opération stable du régime de non-prolifération nucléaire devrait recevoir les éloges bien mérités de la communauté internationale tout entière.

Guidée par ces considérations, ma délégation votera pour le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 concernant le rapport annuel pour 1991 de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M. BURAVKIN (Bélarus) (interprétation du russe) : Il a été dit plusieurs fois du haut de cette tribune que 1992 était une année remarquable à bien des égards. Nous espérons que dans l'histoire mondiale, cette année restera dans les mémoires comme marquée par des changements politiques d'une énorme importance, qui ont apporté à l'humanité des chances sans précédent de développement pacifique, de compréhension mutuelle et de coopération constructive.

Pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'année 1992 a ceci de particulier qu'il y a un demi-siècle est survenu un événement qui présageait la création de cette organisation, j'entends par là la première réaction nucléaire contrôlée. Cette réalisation a déterminé dans une large mesure l'avenir de l'humanité, lui apportant des possibilités immenses mais la confrontant en même temps à un défi des plus difficiles qui, s'il n'était pas relevé avec succès, pourrait transformer le vaste potentiel de l'atome en un terrible fléau et en une menace pour la vie sur terre.

M. Buravkin (Bélarus)

Cela n'a rien d'étonnant, car toute réalisation scientifique n'est un bien que si elle est inspirée par le souci de l'homme et de son bien-être. Aider à orienter l'énergie de l'atome sur la voie du bien de l'humanité est la noble mission confiée à l'AIEA, et nous voudrions le souligner tout particulièrement aujourd'hui. La manière dont sera remplie cette mission très louable et de caractère responsable sera, à notre avis, le critère qui nous permettra d'évaluer le travail de l'Agence.

Saluant les activités de l'Agence, nous, au Bélarus - devenus par l'effet du destin les otages de l'expérience effroyable de Tchernobyl, qui a été en dernière analyse la conséquence d'une attitude de négligence criminelle à l'égard de la plus haute valeur sur terre qu'est la vie humaine - accordons une attention prioritaire aux efforts déployés par l'AIEA dans le domaine de la protection des rayonnements.

A cet égard, nous tenons à exprimer tout notre soutien aux activités de l'Agence visant à achever la révision des normes fondamentales de sûreté en matière de protection radiologique. L'élaboration et l'adoption d'une nouvelle version de ces normes sont extrêmement importantes pour la République du Bélarus, compte tenu en particulier des corrections actuelles qui sont apportées à notre programme d'Etat afin de réduire au minimum les conséquences de Tchernobyl.

Nous sommes reconnaissants à l'Agence, aux autres organisations internationales et aux Etats qui ont contribué à la mise en oeuvre de projets en matière de protection radiologique, qui ont trait directement aux intérêts de la population du Bélarus. En ce qui concerne le projet international de Tchernobyl, les représentants du Bélarus ont maintes fois fait état de la nature contradictoire des conclusions de l'analyse des résultats de ce projet. Je tiens à souligner qu'au fil du temps, notre point de vue n'a pas changé, bien au contraire, nous sommes de plus en plus convaincus de son exactitude. Nous devons constater aujourd'hui encore avec inquiétude et tristesse, que les données statistiques, notamment celles fournies par une source aussi respectable que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), témoignent sans équivoque de la multiplication, dans les territoires touchés, de maladies cancéreuses au cours de la période qui a suivi Tchernobyl, en particulier chez les enfants. Il suffira de mentionner le fait que le nombre

M. Buravkin (Bélarus)

des cancers de la thyroïde constatés chez les enfants s'est élevé de 22 fois par rapport à ce qu'il était cinq ans auparavant.

La tragédie de Tchernobyl a montré au monde entier qu'un pays qui n'a pas de centrale atomique sur son propre territoire n'en est pas pour autant à l'abri du danger, potentiel ou réel, si d'autres Etats ont des centrales atomiques situées près de ses frontières. Nous sommes donc particulièrement intéressés par l'élargissement du programme de l'Agence en matière de sûreté de tous les types d'installations nucléaires, en particulier des centrales nucléaires. A notre avis, il y a toute raison de considérer les questions de sûreté nucléaire comme étant de la plus haute priorité, d'autant plus que des incidents dans des centrales nucléaires continuent malheureusement de se produire. Le dernier en date est survenu la semaine dernière à la centrale d'Ignalina, qui est très proche du Bélarus. En 1991, comme il ressort du rapport du Directeur général, le système d'information de l'Agence a reçu 139 communications faisant état de différents incidents survenus dans des installations nucléaires. Ce sont là des statistiques assez alarmantes.

La République du Bélarus soutient sans équivoque la création d'un régime obligatoire de sûreté nucléaire. Nous appuyons les efforts actuels tendant à élaborer, sous les auspices de l'Agence, un projet de convention internationale sur le sujet. La conclusion d'une convention fournirait une occasion unique d'adopter une démarche officielle et convenue au niveau international pour tous les aspects de ce problème.

La suite logique des efforts visant à renforcer le régime international de sûreté nucléaire pourrait être l'élaboration d'un traité international vérifiable sur l'arrêt de la production des matières fissiles à usage militaire. La conclusion de ce traité conduirait à la création d'un système de vérification complémentaire pour les ogives et les matières nucléaires.

Nous partageons la préoccupation de la communauté internationale à l'égard des problèmes de contrôle des armes nucléaires, notamment dans les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI), et nous adoptons des mesures pour faire en sorte qu'en ce qui nous concerne, une telle préoccupation ne puisse être fondée. Nous avons retiré toutes les armes tactiques du territoire du Bélarus et nous avons entrepris de retirer également toutes les armes stratégiques.

M. Buravkin (Bélarus)

Un organe national compétent, la State Atomic Monitoring Agency, a été créé pour prévenir la prolifération des matières nucléaires et est en opération dans la République. Cependant, il nous faut encore élaborer des mesures législatives et normatives et mettre en place les structures régulatrices et de gestion nécessaires dans le domaine nucléaire; nous serions reconnaissants à l'AIEA de son assistance dans ce domaine.

La délégation de la République du Bélarus continue d'adopter une attitude souple à l'égard des programmes de coopération scientifique et technique qui comportent une redistribution des ressources afin de satisfaire les changements de priorités. Nous appuyons l'idée d'un renouvellement périodique des plans de coopération scientifique et technique sur la base de consultations entre les Etats membres et le secrétariat de l'AIEA. Nous tenons à souligner qu'il faudrait accorder une attention spéciale à l'opportunité de donner la priorité aux projets ayant trait aux conséquences du désastre de Tchernobyl.

La République du Bélarus a récemment célébré le premier anniversaire de sa souveraineté. La première phase de notre développement à titre d'Etat indépendant se produit dans le contexte d'une sévère crise économique. Le peuple du Bélarus a dû faire face à des tâches d'une difficulté sans précédent, considérablement compliquées encore par la tragédie de Tchernobyl. Notre gouvernement déploie des efforts intensifs pour améliorer la vie des personnes des régions affectées. Des ressources matérielles et techniques énormes ont été consacrées à la construction de logements dans les régions dites non contaminées pour les personnes qui ont été forcées d'évacuer la zone dangereuse. Nous avons établi des normes plus rigoureuses que celles des autres pays en ce qui concerne le contenu radionucléique des aliments. L'organisation des soins de santé et des méthodes de production agricole dans les régions contaminées est en voie d'amélioration. Nous sommes à perfectionner les procédés de désactivation des matériaux nucléaires et d'enfouissement des déchets radioactifs et des produits de la désactivation.

Cependant, l'expérience acquise par les efforts déployés au niveau national montre clairement qu'on ne peut faire face aux conséquences d'une catastrophe nucléaire qu'en pouvant compter sur une coopération internationale efficace. Nous tenons à exprimer notre sincère reconnaissance à tous les

M. Buravkin (Bélarus)

Etats et à toutes les organisations qui ont offert leur collaboration, et nous espérons qu'elle se poursuivra, qu'elle se renforcera et se développera encore. Je souligne de nouveau que cela serait dans l'intérêt de l'avenir non seulement de notre peuple, mais de l'humanité entière.

M. NEJEDLY (Tchécoslovaquie) (interprétation de l'anglais) : Au cours de l'année, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est livrée à des activités destinées à élargir le régime de non-prolifération nucléaire et le système de garanties de l'Agence. L'Agence a grandement contribué à la réalisation de cet objectif. Nous sommes particulièrement satisfaits de l'adhésion de la France et de la Chine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ce qui signifie que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont maintenant tous parties au Traité. Nous sommes également satisfaits de l'adhésion des Etats de la Baltique au Traité et de la déclaration par laquelle les Gouvernements de l'Ukraine, du Bélarus et du Kazakhstan ont exprimé leur ferme intention d'adhérer au Traité en qualité d'Etats dénucléarisés. Il est de l'intérêt fondamental de tous les Etats de la planète et de leurs habitants de voir le TNP devenir universel. Nous demandons à tous les pays qui n'auraient pas encore adhéré au Traité de le faire dès que possible, et au plus tard en 1995. Le Gouvernement de la République fédérale tchèque et slovaque estime que la période de validité du Traité devrait être prolongée sans conditions et n'être plus limitée après 1995. Nous comptons que tous les Etats membres du Traité respecteront leurs obligations, et que ceux qui n'ont pas conclu d'accord de garanties avec l'AIEA le feront sans tarder.

La République fédérale tchèque et slovaque a remarqué avec satisfaction la coopération de l'Afrique du Sud avec l'AIEA en vue de l'application de l'accord de garanties et compte sur une pleine application de cet accord par la République populaire démocratique de Corée. Nous sommes également satisfaits du fait qu'un accord de garanties ait été conclu par la Syrie, tandis que l'Algérie a entrepris la mise en oeuvre d'un tel accord.

Nous sommes fermement décidés à rehausser les mesures propres à améliorer le contrôle des exportations nucléaires, dont celle des produits à double usage. Nous appuyons les propositions du secrétariat de l'AIEA quant à un système de notification universelle des transferts de matériel et d'équipement

M. Nejedly (Tchécoslovaquie)

nucléaires. Nous apprécions beaucoup les efforts déployés par le Directeur général de l'AIEA et les équipes d'inspection en Iraq, qui ont pour objectif de mettre en oeuvre les résolutions appropriées du Conseil de sécurité.

La République fédérale tchèque et slovaque s'associe totalement aux décisions des organes de l'AIEA en ce qui concerne la nécessité d'améliorer l'efficacité du système de garanties et, en même temps, d'accroître la bonne utilisation des ressources fournies par les Etats membres. Nous reconnaissons le travail fait à cet égard par le secrétariat et les divers organes de l'AIEA. Les efforts destinés à accroître l'efficacité des garanties doivent être intensifiés et, dans ce cadre, devenir plus logiques dans leur utilisation du potentiel du Groupe consultatif permanent sur l'application des garanties et les propositions présentées par les Etats membres aux divers organes de l'Agence.

La délégation tchécoslovaque voudrait, à cet égard, rappeler une proposition portant sur l'application du système de garanties dit de rechange élaboré en collaboration avec la République d'Autriche et présenté par le représentant de la Tchécoslovaquie à la session du Comité plénier lors de la Conférence générale de l'AIEA de cette année. De l'avis des experts tchécoslovaques, l'application de ce système pourrait avoir pour effet d'accroître l'efficacité du système de garanties tout en en réduisant les coûts. Cette proposition envisage l'application de nouveaux éléments de garanties pour les activités nucléaires conformément aux nouvelles exigences du système de garanties de l'AIEA. Les coûts seraient assumés en grande partie grâce aux économies réalisées à la suite de la rationalisation du système de garanties actuel, qui reste très compliqué. Nous sommes d'avis qu'à l'heure actuelle, alors que nous sentons le besoin de renforcer le système et que nous sommes, en même temps, conscients de l'insuffisance des ressources disponibles, cette proposition mérite d'être examinée avec soin dans les programmes appropriés de l'AIEA et au sein de son secrétariat.

Un autre important domaine d'activités de l'AIEA, l'énergie nucléaire et sa sûreté, reste au centre de notre attention et de notre intérêt. La République fédérale tchèque et slovaque, en tant qu'Etat doté d'un programme nucléaire relativement vaste fondé jusqu'à présent sur des réacteurs de fabrication soviétique du type VVER, apprécie beaucoup l'attention que

M. Nejedly (Tchécoslovaquie)

l'Agence accorde à l'amélioration du niveau technique des réacteurs et de leur sûreté. Les missions d'experts qui ont été menées et celles qui sont envisagées, ainsi que les autres activités dans le cadre des programmes adoptés par l'AIEA, représentent un soutien sans prix pour notre économie nationale. Nous jugeons cela non seulement d'un point de vue purement technique, mais aussi sous l'angle de la crédibilité de l'énergie nucléaire et de son acceptabilité aux yeux du grand public.

M. Nejedly (Tchécoslovaquie)

La Tchécoslovaquie agit dans l'esprit des conclusions auxquelles sont parvenus d'éminents experts ces dernières années lors de réunions telles que la Conférence sur l'effet de serre qui s'est tenue à Toronto en 1988, le quatorzième Congrès de la Conférence mondiale de l'énergie qui s'est tenu à Montréal en 1989, et le colloque sur l'électricité et l'environnement qui a eu lieu à Helsinki en 1991. Notre pays est convaincu qu'une technologie avancée et sécuritaire en matière d'énergie nucléaire, c'est-à-dire une énergie utilisant les réacteurs nucléaires actuellement les plus avancés au niveau technique et dont les problèmes reliés au cycle du combustible ont été résolus du point de vue tant conceptuel que technologique - y compris les problèmes de traitement et de dépôt du combustible nucléaire usé et des déchets radioactifs -, représente un apport à la défense de l'environnement. L'état de l'environnement à proximité des centrales nucléaires de Jaslovske Bohunice et de Kuvany en Tchécoslovaquie, d'une part, et le long de la frontière nord de la Bohême, avec ses mines à ciel ouvert de lignite et ses centrales thermiques, de l'autre, en sont une preuve tangible.

Malgré la très grande priorité que la République fédérale tchèque et slovaque accorde à ces activités de l'AIEA, nous estimons que le problème de l'assistance technique et de la coopération est extrêmement important. Nous sommes conscients que l'attention insuffisante accordée aux problèmes aigus des pays moins développés représente une source de tensions et de méfiance dans les relations Nord-Sud. Notre pays, en sa qualité de membre de l'Agence et dans la limite de ses possibilités, a fourni une assistance volontaire par des programmes d'assistance technique et de coopération.

En conclusion, je voudrais exprimer notre satisfaction quant au rapport sur les activités de l'AIEA pendant la période considérée, et nous tenons à remercier le Directeur général de l'Agence, M. Hans Blix. Malgré la crise financière que connaît actuellement l'AIEA, il a pu, avec ses collègues, venir à bout des tâches et des exigences pressantes de l'heure. Nous lui souhaitons ainsi qu'à ses collègues beaucoup de succès dans la poursuite de leurs travaux.

M. PAK (République populaire démocratique de Corée) (interprétation de l'anglais) : De même que le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), je reconnais que l'AIEA a rempli sa principale mission, à savoir accélérer l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

M. Pak (Rép. pop. dém. de Corée)

Au cours des dernières années, l'AIEA a déployé de remarquables efforts pour élargir la coopération internationale afin d'accélérer le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire, extrêmement nécessaire pour assurer le développement économique, pour renforcer la sécurité et les garanties nucléaires et pour accroître la coopération technique avec les pays en développement.

L'AIEA coopère de façon positive avec un bon nombre de régions et de pays dans l'application des accords de garanties et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), conformément au vœu des peuples qui veulent vivre dans un monde exempt d'armes nucléaires en cette époque de l'après-guerre froide. Nous nous en félicitons.

Aujourd'hui, les relations de coopération entre la République populaire démocratique de Corée et l'AIEA s'améliorent de jour en jour dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Les données techniques et les divers types d'information que l'AIEA nous fournit régulièrement sont d'une utilité pratique pour notre recherche sur le développement de l'énergie nucléaire et sur l'utilisation des isotopes, ainsi que pour l'instauration d'un système de sûreté nucléaire, de protection contre les rayonnements et de garanties.

A la troisième session de la cinquième Assemblée suprême du peuple, qui s'est tenue en 1974, la République démocratique populaire de Corée a adopté une loi sur l'énergie atomique qui constitue la base de toutes nos activités en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Conformément à cette loi, nous avons procédé, avec une utilisation à grande échelle de rayonnements ionisants et de radio-isotopes dans divers domaines de l'économie nationale, à une recherche prospective visant à établir un plan axé sur l'avenir pour le développement de l'énergie nucléaire et pour l'utilisation de l'énergie nucléaire dans la création d'une économie nationale autosuffisante.

Dans ce processus, nos scientifiques et nos techniciens ont la capacité de construire et diriger eux-mêmes une centrale nucléaire pilote en utilisant nos propres ressources et techniques. Grâce à cette expérience, ils poursuivent leurs efforts pour construire des centrales nucléaires plus importantes qui seraient opérationnelles vers le milieu des années 90.

M. Pak (Rép. pop. dém. de Corée)

La politique de principe du Gouvernement de notre République a toujours été la dénucléarisation de la péninsule coréenne par l'application honnête des nobles idées et de la mission du Traité de non-prolifération.

Depuis la réunion de juin du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, nous avons accepté deux séries d'inspections spéciales de nos installations nucléaires par l'AIEA. Elles constituaient la deuxième et la troisième de ces séries d'inspections. Les règlements découlant de l'accord de garanties nucléaires ont ensuite été convenus et mis à exécution. Après ces trois séries d'inspections spéciales de nos installations nucléaires par l'AIEA, nous avons encore fourni, de plus, aux membres de l'Agence toutes les facilités nécessaires pour qu'ils puissent vérifier tous les sites et installations, indépendamment des listes présentées initialement de nos installations nucléaires.

Tous ces faits montrent que plus les inspections par l'AIEA des installations nucléaires dans notre pays sont fréquentes, plus elles prouvent l'intégrité du plan de développement de l'énergie nucléaire du gouvernement de notre République. La méfiance à l'égard de notre programme nucléaire est en train de disparaître.

Tout ce qui doit être fait pour réaliser la dénucléarisation de la péninsule coréenne, c'est de vérifier son statut par l'inspection des armes et des bases nucléaires des Etats-Unis en Corée du Sud. En fait, la question nucléaire sur la péninsule coréenne n'est apparue que depuis le déploiement par les Etats-Unis d'armes nucléaires en Corée du Sud. C'est nous, qui sommes constamment exposés à la menace nucléaire, qui devons nous efforcer de tout mettre en oeuvre pour dénucléariser la péninsule coréenne en appliquant la déclaration conjointe Nord-Sud sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Jusqu'à présent, de nombreuses séries de réunions du Comité conjoint Nord-Sud sur le contrôle nucléaire se sont déroulées sans qu'il ait été possible d'adopter des règles d'inspection pour vérifier la dénucléarisation de la péninsule coréenne. La raison pour laquelle nous ne pouvons constater aucun progrès dans les travaux du Comité conjoint Nord-Sud sur le contrôle nucléaire est que les Etats-Unis et les autorités sud-coréennes s'opposent à l'idée d'inclure les armes et les bases nucléaires des Etats-Unis dans un

M. Pak (Rép. pop. dém. de Corée)

accord visant l'application de la déclaration conjointe et les règles d'inspection. Et, pour aggraver les choses, ils font beaucoup de bruit autour des "inspections spéciales" et des "inspections d'un même nombre d'installations militaires", installations qui ne relèvent pas de l'autorité du Comité conjoint Nord-Sud sur le contrôle nucléaire, mais qui doivent être examinées dans le cadre du Comité militaire conjoint Nord-Sud. En d'autres termes, ils font tout pour compliquer et retarder le travail du Comité conjoint Nord-Sud sur le contrôle nucléaire.

M. Pak (Rép. pop. dém. de Corée)

La déclaration conjointe sur la dénucléarisation adoptée par le Nord et par le Sud n'est pas appliquée en raison de la décision des Etats-Unis de conserver leurs bases nucléaires en Corée du Sud et de l'attitude de la Corée, du Sud qui n'a pas été en mesure d'exercer sa souveraineté.

En outre, le fait, rendu public, qu'il existe toujours des armes nucléaires américaines en Corée du Sud renforce notre conviction qu'il est urgent d'appliquer la Déclaration conjointe Nord-Sud sur la dénucléarisation.

C'est pourquoi nous voudrions demander instamment aux autorités sud-coréennes, si elles veulent réellement que la péninsule coréenne soit dénucléarisée, de se libérer de toute ingérence étrangère et, à la table des négociations, d'accepter d'inclure les armes et les bases nucléaires américaines qui se trouvent en Corée du Sud dans l'accord de suivi de la Déclaration conjointe Nord-Sud sur la dénucléarisation et les règles d'inspection.

Nous espérons sincèrement que les Etats-Unis, qui portent la responsabilité directe du problème nucléaire dans la péninsule coréenne, prendront des mesures positives afin que l'on puisse procéder à l'inspection des armes et des bases nucléaires américaines en Corée du Sud.

Nous continuerons de déployer les efforts les plus sincères selon la ligne politique continue du gouvernement de notre République en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire soumise aux inspections de l'AIEA et afin d'accélérer l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques avec la coopération technique de l'AIEA et de ses Etats membres.

Nous serons fidèles à nos obligations découlant du Traité sur la non-prolifération et, avec patience et sincérité, nous ferons des efforts actifs pour que la déclaration conjointe sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne soit mise en oeuvre immédiatement.

M. ROBINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Au nom des Etats-Unis, ma délégation souhaite exprimer son appui ferme au projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie aujourd'hui concernant le Rapport annuel pour 1991 de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Comme mon gouvernement l'a souvent répété, l'AIEA est une organisation d'une importance décisive pour la communauté internationale, y compris les Etats-Unis. Comme il ressort de son rapport à l'Assemblée

M. Robinson (Etats-Unis)

générale, l'Agence continue de jouer un rôle crucial dans la promotion de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Nous voudrions également féliciter le Directeur général, Hans Blix, et le secrétariat de l'AIEA pour le zèle et le dévouement qu'ils ont apportés à l'exécution des responsabilités confiées à l'Agence, notamment en ce qui concerne l'application des résolutions du Conseil de sécurité concernant l'Iraq.

Le vaste système de garanties efficace et unique de l'Agence constitue le fondement de la coopération internationale dans l'utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ce système de garanties fournit des assurances importantes que les transferts de technologie et d'informations nucléaires ne seront pas détournés à des fins militaires, ce qui compromettrait la paix et la stabilité internationales. Sans le système de garanties de l'Agence, la suspicion plutôt que la confiance dominerait le commerce nucléaire international. Cela entraînerait probablement à son tour un climat de tension plutôt que de coopération entre les Etats et ferait peser des contraintes graves sur la coopération nucléaire internationale.

Pour la première fois dans l'histoire du système de garanties de l'AIEA, il a été constaté qu'un Etat partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) - l'Iraq - avait manqué aux obligations de son accord de garanties avec l'AIEA en ne déclarant pas et en ne soumettant pas ses activités nucléaires à l'inspection de l'Agence.

A la suite du conflit dans le Golfe, les équipes de l'AIEA ont inspecté les capacités nucléaires de l'Iraq depuis le mois de mai 1991, en vertu de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité visant à éliminer les armes de destruction massive de l'Iraq et les moyens pouvant servir à les fabriquer et à les utiliser. Avec l'aide de la Commission spéciale des Nations Unies, l'AIEA a réagi intelligemment et efficacement au défi que représentait l'exécution de sa mission en Iraq. Malgré des situations frustrantes et parfois même dangereuses, les inspecteurs de l'Agence ont fait preuve de courage et de dévouement en refusant de se laisser détourner de leur but. Au cours d'une session extraordinaire tenue en juillet 1991, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a déclaré que l'Iraq avait manqué aux obligations de son accord de garanties. Il a énergiquement condamné le Gouvernement de

M. Robinson (Etats-Unis)

l'Iraq pour n'avoir pas soumis les matériels et les installations nucléaires utilisés dans ses programmes clandestins d'enrichissement de l'uranium à l'inspection de l'Agence, et a exprimé sa grave inquiétude devant l'évidente volonté d'induire les inspecteurs de l'AIEA en erreur et de faire obstacle à leurs travaux, en leur refusant plusieurs fois l'accès à des sites qu'ils souhaitaient inspecter. Conformément à ses statuts, l'AIEA a transmis ses conclusions au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Outre les questions soulevées au sujet de la portée réelle des capacités nucléaires de l'Iraq, les inspections dans ce pays ont intensifié les efforts en vue de prendre des mesures concrètes pour renforcer le système existant de garanties de l'AIEA. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a récemment réaffirmé le droit de l'Agence d'effectuer des inspections spéciales dans des Etats ayant des accords de garanties généraux. De même, le Conseil a demandé aux Etats ayant des accords de garanties généraux de fournir en temps opportun des informations sur leurs plans de construction de nouvelles installations nucléaires, ainsi que des indications sur les modifications qu'ils entendraient apporter aux installations existantes dès que ces plans seraient prêts.

M. Robinson (Etats-Unis)

Le Conseil a déjà procédé à un examen préliminaire des propositions tendant à ce que soient déclarées les exportations et les importations de matériels nucléaires et de certains types d'équipement et de matériels non nucléaires conçus expressément pour servir aux activités nucléaires. La proposition reste un élément important de l'ordre du jour du Conseil.

En plus de toutes ces mesures, le secrétariat garde à l'examen les principes et critères fondamentaux concernant les garanties ainsi que les procédures pour améliorer leur efficacité, surtout compte tenu des exigences accrues dont s'accompagnent les nouveaux accords de garanties. Par exemple, le Groupe consultatif permanent de l'Agence sur l'application des garanties examine actuellement une série de modalités nouvelles permettant d'améliorer le système de garanties, surtout en ce qui concerne la détection d'activités nucléaires non déclarées.

En ce qui concerne le Traité de non-prolifération, au moment où l'Iraq mettait au défi la norme mondiale contre la prolifération des armes nucléaires, d'autres pays prenaient des mesures concrètes pour la préserver. Les Etats-Unis se sont félicités de l'adhésion de l'Afrique du Sud au Traité de non-prolifération et de la conclusion d'un accord de garanties intégrales avec l'Agence. Nous félicitons l'AIEA des efforts accrus qu'elle déploie pour mettre en oeuvre un accord de garanties intégrales avec la République populaire démocratique de Corée, et nous engageons celle-ci à continuer de coopérer avec l'Agence. La France et la République populaire de Chine ont également adhéré récemment au Traité de non-prolifération. Nous escomptons également la prompte conclusion d'accords de garanties globales entre l'AIEA et l'Argentine et le Brésil, et avec les Etats nouvellement indépendants de l'ex-Union soviétique. Ces efforts sont des mesures positives propres à élargir le Traité de non-prolifération, qui est la base du régime international de non-prolifération.

S'agissant de la coopération technique, le rapport annuel de l'AIEA de 1991 montre clairement la portée de la disposition relative à l'assistance technique que l'Agence accorde au monde en développement. L'AIEA a aidé des pays en ce qui concerne toutes les applications pacifiques en matière de science et technique nucléaires, allant de la planification et de la mise au

M. Robinson (Etats-Unis)

point de centrales et de la gestion des déchets à l'aide en matière de technologies nucléaires non énergétiques, notamment celles concernant les productions agricoles et animales, l'irradiation des aliments, la médecine nucléaire et d'autres domaines encore. Il s'agit d'un rôle important que mon gouvernement continue d'appuyer fermement, et nous encourageons les autres Etats membres de l'AIEA à en faire autant.

J'évoquerai maintenant la question de la sûreté nucléaire et de la protection radiologique. Réfléchissant aux réalisations de l'Agence en matière de sûreté nucléaire et de protection radiologique, nous relevons avec un intérêt tout particulier le projet en cours d'assistance internationale en vue d'évaluer la sûreté de réacteurs nucléaires plus anciens, visant surtout les réacteurs VVER-440/230 de conception soviétique. Ce projet sera un apport important aux efforts internationaux pour améliorer le fonctionnement sans risques de ces réacteurs. Mon gouvernement compte sur les efforts continus de l'AIEA, en particulier sur l'évaluation des réacteurs modérés au graphite.

L'AIEA est à la tête de l'élaboration d'une convention internationale sur la sûreté nucléaire. Mon gouvernement estime qu'il importe que cet instrument reçoive un large appui, qu'il porte principalement sur les réacteurs nucléaires qui représentent le plus grand risque du point de vue sûreté, et qu'il évite de chercher à adopter des règles ou normes techniques détaillées. La principale valeur de la convention résidera dans les dispositions d'application prévoyant une réunion des parties pour examiner entre égaux le respect d'un vaste ensemble de principes essentiels de sûreté.

L'AIEA a récemment convoqué une conférence d'examen de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, qui est arrivée à la conclusion que la Convention est satisfaisante et acceptable sous sa forme actuelle et qu'il n'y avait pas lieu d'en modifier le texte ou les annexes. Même si cet instrument n'a pas encore obtenu une adhésion universelle, mon gouvernement reste attaché à cet objectif.

Pour finir, mon gouvernement souhaite féliciter l'AIEA de son apport inestimable à la paix, à la sécurité et au bien-être du monde entier. Les Etats-Unis s'engagent à continuer de soutenir les efforts de l'AIEA.

M. ADEKANYE (Nigéria) (interprétation de l'anglais) : La délégation du Nigéria a pris connaissance avec intérêt du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (A/47/374) sur l'activité de l'Agence en 1991. Nous félicitons le Directeur général de sa déclaration dans laquelle il a énoncé les défis que doit relever l'Agence dans un monde en constante évolution.

A l'heure actuelle, ces défis comprennent l'élargissement du rôle de l'Agence pour encourager la coopération internationale dans les domaines de la science et de la technique nucléaires. Nous sommes heureux de noter qu'au cours de l'année écoulée, les activités de l'Agence en matière d'applications nucléaires ont été poursuivies avec dynamisme et que l'utilisation des techniques nucléaires dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, de la médecine et de l'industrie n'ont cessé de croître en fonction des besoins et priorités des Etats membres.

Sur le continent africain, le rôle joué par l'Agence dans la recherche de solutions durables aux problèmes alimentaires du continent est à présent largement reconnu. A sa dernière session, la Conférence générale a demandé instamment à l'Agence d'accroître sa coopération avec les autres institutions des Nations Unies, telles que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de même qu'avec le Groupe consultatif international sur l'irradiation des denrées alimentaires, afin de préparer une proposition de projet détaillé pour aider les pays en développement à introduire des techniques industrielles d'irradiation des aliments.

M. Adekanye (Nigéria)

Pour mon pays, la contribution des programmes d'assistance technique et de recherche de l'Agence à son développement national demeure une source de satisfaction. Nous constatons, par exemple, que quatre projets récemment achevés, portant sur les laboratoires de science nucléaire, les techniques analytiques nucléaires, la radio-immunologie dans la production animale et l'irradiation des aliments, ont une incidence majeure. Ce programme d'assistance repose essentiellement sur le transfert de technique et de technologie nucléaires. Nous escomptons une intensification du programme de formation de l'Agence dans le cadre de sa contribution au développement de nos ressources humaines de façon que nous puissions profiter de tous les avantages de ces transferts.

Dans ce contexte, ma délégation note avec préoccupation le déclin en pourcentage des objectifs du Fonds d'assistance et de coopération techniques et des promesses de contributions à ce fonds. Les objectifs pour la période 1993-1995 ayant été fixés, nous demandons instamment à tous les Etats Membres de renouveler leur engagement de payer leurs contributions, marquant ainsi de manière concrète leur soutien au programme d'assistance technique de l'Agence, dont les pays en développement tirent d'immenses bénéfices. Le programme d'assistance technique devrait être financé au moyen de ressources garanties et prévisibles.

Le programme de coopération régionale de l'Agence est un aspect important de l'assistance technique qu'elle fournit aux pays en développement. Dans la région de l'Afrique, l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA) bénéficie de soutiens en tant qu'instrument de développement des économies africaines. Trois nouveaux membres ont adhéré à l'AFRA cette année. Cet intérêt augmentera à mesure que les projets hautement prioritaires identifiés par les Etats parties à l'AFRA seront rapidement mis en oeuvre. C'est pourquoi nous espérons que les Etats parties à l'AFRA continueront de bénéficier d'un soutien accru de la part de la communauté internationale et des pays donateurs en vue de la mise en oeuvre de tous les projets de l'AFRA.

Mon pays a toujours considéré que les garanties constituent l'une des principales activités de l'Agence et qu'un rôle efficace en la matière est essentiel au renforcement de la confiance placée dans le système de garanties,

M. Adekanye (Nigéria)

au soutien apporté au régime de non-prolifération nucléaire et à la promotion de la paix mondiale. Aussi sommes-nous très attentifs aux efforts que déploie l'Agence pour relever les défis résultant du nombre croissant d'adhésions au Traité sur le non-prolifération des armes nucléaires et de l'application des garanties de l'AIEA. Nous nous félicitons des mesures prises par l'Agence au cours de l'année écoulée pour répondre à cette demande croissante de garanties, et de sa détermination d'explorer de nouvelles voies pour renforcer ses obligations en vertu d'accords internationaux, multilatéraux et régionaux. Il est essentiel pour la crédibilité du système de garanties que l'Agence continue d'être guidée par les principes de transparence et de non-discrimination, d'efficacité et d'économie. A mesure que nous nous rapprochons de la tenue, en 1995, de la Conférence d'examen et de prorogation du Traité sur la non-prolifération, ces principes vont se révéler très précieux pour confirmer les fonctions confiées à l'Agence en vertu du Traité.

Ma délégation constate que certains des principes du système de garanties de l'Agence ont déjà été mis à l'épreuve dans le cadre de la mise en oeuvre par le Directeur général de la résolution 46/34 A de l'Assemblée générale relative à la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Son rapport sur la vérification de l'inventaire des installations et des matières nucléaires de l'Afrique du Sud a retenu toute l'attention de ma délégation. Nous le considérons comme un jalon dans les efforts continus des pays africains pour créer une zone exempte d'armes nucléaires sur notre continent. Nous notons que, conformément à la décision prise par la Conférence générale à sa dernière session, le Directeur général continuera d'apporter son concours à cette entreprise.

La coopération entre l'Agence et l'Afrique du Sud est essentielle si l'on veut éliminer les doutes qui subsistent et rétablir la confiance dans le caractère pacifique du programme nucléaire de l'Afrique du Sud. Cette confiance serait encore renforcée si le processus politique et constitutionnel actuellement dans l'impasse était relancé au plus vite afin qu'une Afrique du Sud démocratique et non raciale participe à nouveau pleinement aux activités de l'Agence. Par conséquent, nous demandons instamment au Gouvernement sud-africain de mener à son terme la coopération qu'il s'est engagé à développer avec l'Agence en prenant des mesures concrètes à cet égard.

M. Adekanye (Nigéria)

La Conférence de Rio, notamment les engagements pris au titre du programme Action 21 et la Convention-cadre sur les changements climatiques adoptée à cette occasion, a conféré un rôle important à l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi qu'à d'autres organismes de l'Organisation des Nations Unies. L'Agence doit, en particulier, répondre aux préoccupations mondiales concernant la sûreté des installations dans le monde afin d'accroître la confiance dans l'énergie nucléaire. Son influence s'étend au-delà de l'instauration d'une culture internationale de sûreté nucléaire pour contribuer à l'élaboration d'une convention sur la sûreté nucléaire. Elle englobe le renforcement de la responsabilité internationale dans le domaine nucléaire, en associant les Conventions de Vienne et de Paris dans le domaine de la responsabilité civile. Nous demandons instamment à l'Agence de ne ménager aucun effort pour encourager la coopération intergouvernementale à l'égard de ces importantes questions. Nous espérons aussi que tous les Etats Membres coopéreront activement à ces efforts de façon à veiller à ce que toutes les installations nucléaires dans le monde soient vraiment sûres et bien contrôlées et qu'elles ne présentent aucun danger pour la santé ou l'environnement.

J'aimerais aborder maintenant la question connexe de l'élimination des déchets nucléaires et radioactifs. Tout en nous félicitant de l'assistance fournie par l'Agence aux pays en développement pour renforcer la gestion des déchets radioactifs grâce à la mise en place d'installations efficaces pour l'élimination des déchets résultant des applications isotopes dans les hôpitaux et dans l'industrie, le mouvement transfrontière de déchets fortement radioactifs préoccupe vivement mon pays. Depuis l'adoption par l'AIEA, en 1990, du Code de pratique sur le mouvement transfrontière international de déchets radioactifs, de nombreux Etats Membres, dont le Nigéria, ont insisté sur la nécessité de rendre les objectifs pertinents du Code juridiquement contraignants. Les récents événements mondiaux en ont montré l'urgence. La transparence et les engagements multilatéraux ne pourront à eux seuls apaiser les craintes suscitées par le mouvement transfrontière de déchets. D'ici là, nous attendons avec impatience l'aboutissement des efforts que déploie actuellement l'Agence pour élaborer des règles internationalement agréées sur la sûreté des déchets radioactifs qui renforceraient les acquis en la matière.

M. Adekanye (Nigéria)

L'Agence internationale de l'énergie atomique fête cette année son trentre-cinquième anniversaire. Pendant toutes ces années, elle s'est efforcée de promouvoir la coopération internationale en matière de techniques et d'applications nucléaires et a joué un rôle dominant dans le domaine des garanties. Mon pays demeure convaincu que ces deux rôles doivent aller de pair. C'est pourquoi nous avons appuyé la décision prise par la Conférence générale à sa session ordinaire de 1991, à savoir que, pour atteindre les objectifs de l'Agence :

"un équilibre doit être réalisé entre les principales activités de l'Agence, compte tenu en particulier des activités liées aux garanties et autres activités".

Des progrès ont été obtenus dans l'application de cette décision. Nous sommes encouragés par le fait que, dans la dernière décision de la Conférence générale, on souligne une fois encore le renforcement des activités techniques de l'Agence grâce à la mise en oeuvre de programmes efficaces visant l'amélioration des capacités scientifiques et techniques des pays en développement.

Toutefois, peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne un autre défi : la nécessité pour l'organe décisionnel de l'Agence, le Conseil des gouverneurs, de refléter les changements intervenus dans la composition de l'Agence. Depuis 1978, la question de la représentation accrue des deux régions de l'Afrique et du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud a retenu l'attention du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale.

M. Adekanye (Nigéria)

Nous considérons que l'Agence ne peut pas et ne devrait pas se situer en dehors des courants puissants de la réforme et de la restructuration qui balayent actuellement tout le système des Nations Unies. Les événements survenus sur notre continent dans le domaine nucléaire font que la représentation de l'Afrique au sein de cet organe devient une nécessité urgente.

Pour terminer, ma délégation tient à réaffirmer sa foi en l'Agence internationale de l'énergie atomique. En réagissant de manière créative aux besoins et aux priorités changeants des Etats Membres, en particulier à ceux des pays en développement, elle a contribué au développement de la science et de la technique grâce à de nouvelles technologies et à leurs applications. Elle a non seulement renforcé le régime de la non-prolifération et rétabli la confiance dans son système de garanties, mais également continué à servir de mécanisme de coopération intergouvernementale dans le domaine de la science et de la technique nucléaires.

Ma délégation est certaine que l'Agence internationale de l'énergie atomique continuera de servir les intérêts de tous ses membres. Ce dont l'Agence a le plus grand besoin, c'est d'une manifestation claire de l'engagement et de la volonté politique de tous les Etats membres de lui fournir les ressources qui lui sont nécessaires pour accomplir de façon efficace et économique les tâches qui lui sont confiées en vertu de son statut.

M. MONTAÑO (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : M. Hans Blix nous a fait une présentation détaillée des importantes activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au cours de l'année écoulée. De cet exposé, ressort clairement le caractère de responsabilité croissante des tâches de cet organisme et des défis importants qu'il doit relever. Comme les années précédentes, ma délégation remercie M. Blix des informations qu'il nous a fournies et l'assure de tout l'appui du Mexique dans l'exécution de son mandat ainsi que dans les efforts de l'Agence pour s'acquitter de ses tâches. Outre le rapport annuel de l'AIEA, la déclaration de son Directeur général nous permet de faire quelques observations sur ses travaux, sur la répartition de ses activités et sur les difficultés, de même que sur les possibilités qui se présentent pour l'avenir.

M. Montaña (Mexique)

Sans aucun doute, l'une des premières questions qui doit retenir notre attention concerne la situation financière de l'AIEA, qui n'a pas été à l'abri des difficultés que connaissent les autres membres du système des organisations multilatérales, pour ce qui est d'obtenir de façon opportune et appropriée les ressources que nous sommes tous tenus de leur fournir. Il est surprenant de voir que les demandes croissantes faites à des organismes comme l'AIEA pour que se développent des activités plus ambitieuses et plus novatrices ne soient pas accompagnées d'un engagement de fournir les ressources pour garantir que ces tâches soient accomplies. Nous lançons un appel pour mettre un terme à cette situation qui nous touche tous et qui porte atteinte à la capacité d'action du système multilatéral dans son ensemble.

Le Mexique a toujours soutenu que l'AIEA était essentiellement un organisme poursuivant deux objectifs complémentaires : premièrement, assurer la sécurité mondiale dans l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires au moyen d'un système de garanties; et deuxièmement, soutenir le développement par la promotion de la coopération pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. C'est une double fonction qui ne tolère ni modifications, ni déséquilibres. Du point de vue de la délégation mexicaine, toute tentative, volontaire ou non, de modifier cet équilibre ne peut se faire qu'au détriment de l'Agence et de l'appui qu'elle reçoit de la part des Etats Membres.

Dans ce contexte, nous sommes préoccupés de voir qu'en raison de la situation financière difficile, les contrats de recherche ont été gravement affectés, comme l'indique clairement le rapport de l'Agence. Ces contrats constituent l'essentiel du rôle de l'Agence en matière de promotion de la science et de la technique nucléaires pour résoudre les problèmes des Etats Membres, et ils représentent probablement l'un des efforts de coopération les plus importants du système.

Notre préoccupation se renforce encore si l'on constate les succès importants réalisés en ce domaine dans le cadre des activités de l'Agence. Des programmes tels que la campagne pour l'élimination de la lucilie bouchère qui s'attaquait au bétail en Afrique du Nord, pour l'amélioration de la production des cultures et pour la protection de l'environnement sont des exemples clairs des possibilités constructives de l'Agence en la matière.

M. Montaña (Mexique)

Dans le domaine des garanties, nous reconnaissons également le travail important que l'Agence a continué de faire. Les efforts déployés dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées au titre des résolutions du Conseil de sécurité sont louables, mais nous continuons de soutenir que ces tâches doivent avoir un caractère exceptionnel. L'AIEA doit conserver son caractère d'organisme technique, en évitant de se politiser et sans extrapoler des situations extraordinaires comme si elles devaient constituer ses tâches futures.

La délégation du Mexique tient à souligner que la sécurité est une responsabilité collective. Des activités de l'AIEA dans le cadre de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, on peut tirer deux leçons fondamentales : la première, qui a déjà fait l'objet d'une déclaration par le Conseil des gouverneurs, est qu'un Etat membre n'a pas respecté ses obligations en matière de garanties; mais la seconde, qui est peut-être la plus importante, est que ce non-respect a été rendu possible par le transfert de matières et d'autres ressources.

A cet égard, s'il est vrai que nous reconnaissons le bien-fondé des décisions de l'Agence tendant à renforcer son système de garanties, nous ne pouvons manquer de remarquer que ce ne serait qu'une solution partielle à un problème de plus grande importance, qui doit retenir l'attention de cette Assemblée générale. Nous devons réfléchir ensemble sur les causes qui sont à l'origine des problèmes de non-respect éventuel et renforcer les engagements destinés à éviter ce type de situations. L'exemple de l'Iraq doit servir à tous de rappel des activités poursuivies en matière de vente ou de transfert de matières et de technologies susceptibles d'être utilisées à des fins autres qu'à des fins pacifiques.

En même temps, nous soulignons aussi notre conviction que le renforcement du système de garanties ne doit pas porter atteinte aux droits souverains des Etats. Une fois de plus, nous estimons que le problème mérite d'être examiné sur le plan conceptuel de façon plus large, et qu'il ne suffit pas de résoudre les problèmes une fois qu'ils se présentent ou que l'on soupçonne un non-respect.

M. Montaña (Mexique)

La résolution relative au renforcement de l'efficacité et à l'accroissement de l'efficacité du système de garanties, qui a été adoptée par la Conférence générale de l'AIEA le 25 septembre dernier, en tant que résolution CG XXXVI/RES/586, dit clairement que :

"Le renforcement du système de garanties ne devrait pas conduire à une diminution des ressources disponibles pour l'assistance et la coopération techniques, et qu'il devrait rester conforme à la fonction de l'Agence, qui est de promouvoir et de faciliter le développement et l'application pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et avec un transport approprié de technologie."

A notre sens, les références au renforcement du système de garanties contenues dans le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1, qui sera soumis à la considération de cette Assemblée sur ce sujet, reflètent parfaitement cette position.

M. MALIK (Iraq) (interprétation de l'arabe) : La délégation de la République d'Iraq tient à apporter sa contribution à l'examen par l'Assemblée générale du point 14 de l'ordre du jour, intitulé "Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique".

Nous avons écouté très attentivement la déclaration faite hier après-midi par M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Afin de présenter aux représentants ici présents à l'Assemblée générale tous les faits relatifs au respect par l'Iraq des dispositions de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité dans le domaine nucléaire, je voudrais préciser que l'Iraq a pris plusieurs mesures pratiques en vue d'appliquer la résolution 687 (1991). Je vais parler de ces dispositions et mesures en détail.

Premièrement, au paragraphe 11 de la résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité invitait l'Iraq à réaffirmer inconditionnellement qu'il respecterait les obligations que lui imposait le Traité du 1er juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires. L'Iraq l'a fait dans une lettre datée du 18 avril 1991, adressée par le Ministre iraquien des affaires étrangères au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité, dans laquelle il indiquait qu'

"en application du paragraphe 11 de la résolution 687 (1991), le Gouvernement iraquien réaffirme inconditionnellement qu'il respectera les obligations que lui impose le Traité du 1er juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires".

L'Iraq réaffirmait cet engagement dans une lettre adressée par le Ministre des affaires étrangères au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans laquelle il indiquait que

"l'Iraq réaffirme une fois de plus inconditionnellement qu'il respectera ses obligations internationales, y compris celles que lui imposent le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et l'Accord en matière de garanties conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique".

M. Malik (Iraq)

Deuxièmement, au paragraphe 12 de sa résolution 687 (1991), le Conseil décidait que l'Iraq devait accepter de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer, ni de sous-systèmes et composants, ni de moyens de recherche-développement, d'appui ou de production y ayant trait. En application de cette mesure, l'Iraq a fait comme suit :

a) Le Ministre des affaires étrangères a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le 18 avril 1991, une lettre dans laquelle il indiquait :

"En application du paragraphe 12 de la résolution 687 (1991), l'Iraq accepte inconditionnellement de ne pas acquérir ni mettre au point d'armes nucléaires ou de matériaux pouvant servir à en fabriquer, ni de sous-systèmes ou composants, ni de moyens de recherche-développement, d'appui ou de production y ayant trait.";

b) Cet engagement a été réaffirmé une fois de plus dans une lettre, datée du 10 octobre 1991, adressée au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique par le Ministre des affaires étrangères, dans laquelle celui-ci écrivait :

"J'ai l'honneur de réaffirmer une fois de plus que l'Iraq a cessé toutes ses activités nucléaires dès le début de l'agression perpétrée contre lui le 16 janvier 1991. Après l'adoption de la résolution 687 (1991) et conformément à ses obligations au titre de cette résolution, l'Iraq a décidé de mettre un terme à son programme nucléaire."

Dans un autre paragraphe, le Ministre ajoutait que :

"Le Gouvernement iraquien affirme une fois de plus que l'Iraq n'a jamais cherché à acquérir d'armes nucléaires et que les autorités politiques iraquiennes n'ont à aucun moment pris la décision de faire passer les recherches nucléaires de l'Iraq au stade où des armes nucléaires de quelque type que ce soit pourraient être fabriquées.";

c) Le Président de la Commission iraquienne de l'énergie atomique a rencontré, le 9 août 1991, M. David Kay, chef de la quatrième mission d'inspection et officier de renseignements des Etats-Unis, et lui a décrit de façon complète les travaux de recherche menés par l'Iraq dans le domaine

M. Malik (Iraq)

nucléaire. Le Président de la Commission iraquienne de l'énergie atomique a bien indiqué à M. Kay que le programme iraquien n'était pas ce que prétendaient certaines parties : ce n'était pas une tentative d'acquérir des armes nucléaires à quelque degré que ce soit près d'aboutir. Le Président de ladite commission expliquait, dans le même entretien, pourquoi l'Iraq s'était tourné vers les opérations d'enrichissement et avait abandonné la construction de réacteurs nucléaires. Le chef de la quatrième mission d'inspection a indiqué, pendant le même entretien, qu'il avait trouvé la partie iraquienne tout à fait disposée à coopérer et qu'il estimait que les conclusions de la quatrième mission d'inspection seraient le début de l'achèvement de l'évaluation de la taille du programme iraquien. Il a dit aussi que le programme iraquien, dans son état présent, ne contenait rien qui pût conduire de près ou de loin à la production d'armes nucléaires;

d) Pendant les sessions du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale de l'Agence de l'énergie atomique, tenues le 6 mai, le 18 juillet et le 20 septembre 1991, le Gouverneur iraquien de l'AIEA a montré en détail la nature pacifique du programme nucléaire de l'Iraq. Des informations complémentaires rappelant cet engagement figuraient également dans l'allocution prononcée par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies devant le Conseil de sécurité, le 11 octobre 1991, et dans la lettre du 14 octobre 1991 adressée par le chef de l'équipe iraquienne à son homologue de la septième mission d'inspection nucléaire. Cette dernière lettre contenait les éléments suivants :

M. Malik (Iraq)

une confirmation par l'Iraq de l'abandon de son programme nucléaire; l'indication que des études et des recherches ont bien été menées concernant des armes, mais qu'aucune décision politique n'avait été prise de fabriquer des armes nucléaires; et que toutes les recherches et études effectuées restaient dans le cadre de travaux de laboratoire et n'avaient jamais été axées vers la production d'armes. Il n'existait aucun programme d'aucune sorte de production d'armes nucléaires ou d'explosifs nucléaires.

Aux termes du paragraphe 12 de la résolution 687 (1991), l'Iraq doit remettre au Secrétaire général et au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dans les 15 jours suivant l'adoption de la résolution, une déclaration précisant l'emplacement et la quantité de tous matériaux en sa possession qui pourraient servir à la production d'armes nucléaires ainsi que des composants et moyens y ayant trait. L'Iraq s'est conformé à cette disposition en prenant les mesures suivantes :

a) Lettres datées des 18 et 27 avril, 7, 10 et 12 juillet et 28 août, adressées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur général de l'AIEA par le Ministre des affaires étrangères. Ces lettres contenaient des renseignements, des tableaux et annexes ainsi qu'une indication des emplacements, quantités et types de tous les éléments visés au paragraphe 12 de la résolution 687 (1991), que les systèmes de garanties de l'AIEA s'y appliquent ou non. En outre, les lettres contenaient des réponses aux questions de l'AIEA ainsi que des listes de matériel et d'emplacements intéressant la Commission spéciale, de même que des précisions quant à l'historique et la nature du programme nucléaire iraquien visant des fins pacifiques;

b) Vingt-six lettres adressées par le chef de l'équipe iraquienne à ses homologues des équipes d'inspection nucléaire. Ces lettres contenaient des réponses aux questions soulevées par les chefs des missions d'inspection nucléaire ou par l'AIEA;

c) Trois procès-verbaux concernant la présentation de documents à la sixième équipe d'inspection nucléaire, en date des 20 et 23 septembre 1991.

Aux termes du paragraphe 12 de la résolution 687 (1991), l'Iraq doit placer tous matériaux en sa possession qui pourraient servir à la production

M. Malik (Iraq)

d'armes nucléaires sous le contrôle exclusif de l'AIEA, pour qu'elle en assure la garde et l'enlèvement. L'Iraq a appliqué cette disposition comme suit :

a) Lettre datée du 18 avril 1991, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères, indiquant que le Gouvernement iraquien acceptait de placer tous matériaux en sa possession qui pourraient servir à la production d'armes nucléaires sous le contrôle exclusif de l'Agence internationale de l'énergie atomique;

b) Soumission de tous les matériaux visés par la résolution 687 (1991) aux équipes d'inspection nucléaire, qui ont pris les mesures suivantes : mise sous scellés de l'AIEA de tous les matériaux nucléaires; destruction des éléments par les équipes d'inspection; évacuation de l'Iraq de combustibles récents de fabrication soviétique composés de plutonium et d'uranium; transport hors d'Iraq de deux caméras strioscopiques; scellage de toutes les cellules chaudes et neutralisation de certaines d'entre elles ainsi que des télémanipulateurs.

Le paragraphe 12 de la résolution 687 (1991) stipule par ailleurs que l'Iraq doit accepter, conformément aux arrangements prévus au paragraphe 13, qu'il soit procédé d'urgence à une inspection sur place et que tous les éléments précisés au paragraphe 12 soient détruits, enlevés ou neutralisés. Cette disposition a été appliquée comme suit :

a) Lettre datée du 6 avril 1991, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères et portant acceptation par l'Iraq de la résolution 687 (1991);

b) Lettre datée du 18 avril 1991, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères, dans laquelle le Ministre indiquait que le Gouvernement iraquien acceptait les mesures stipulées au paragraphe 13 de la résolution 687 (1991);

c) Entre le 15 mai et la mi-novembre 1991, huit équipes d'inspection nucléaire se sont rendues en Iraq. A l'exception des deuxième et sixième, qui étaient l'une et l'autre conduites par David Kay, officier de renseignements des Etats-Unis, les équipes se sont acquittées de leur mandat dans le pays avec la pleine coopération des autorités iraquiennes compétentes, qui ont par exemple fourni à ces équipes les services ci-après : appui logistique; services médicaux et administratifs; services techniques (assistance à la

M. Malik (Iraq)

destruction de matériel et de composants); aide au transport de combustible frais (non utilisé) hors d'Iraq; rassemblement de matériaux nucléaires sur un site (Al-Tuwaitha) pour faciliter les opérations de vérification et de détection; mise de locaux centraux à la disposition des équipes pour gérer les opérations d'inspection sur les sites; communication de documents et plans; rassemblement des composants et matériels détruits et opérationnels à Al-Tuwaitha, ce qui a facilité la vérification. Les équipes d'inspection ont rendu hommage aux autorités iraqiennes pour leur coopération, les données détaillées fournies et l'honnêteté et la crédibilité des réponses fournies à toutes les questions soulevées.

S'agissant des problèmes survenus au cours des visites des deux équipes d'inspection nucléaire dirigées par David Kay, ils étaient liés au comportement du chef et de certains membres de ces deux équipes, qui n'ont cessé de créer des difficultés pour réaliser les objectifs politiques particuliers propres à servir les intérêts des pays pour lesquels ils travaillaient. La deuxième équipe a tenu à poursuivre ses travaux pendant les journées de la fête d'Al-Adha (fête religieuse et jours fériés). La sixième équipe a pénétré par effraction dans les locaux appartenant à la Commission iraqienne de l'énergie atomique, s'est emparée de documents contenant des renseignements d'ordre privé concernant le personnel de la Commission et les a envoyés à Washington au lieu de les adresser à la Commission spéciale

Comme l'a révélé dans son numéro du 22 octobre 1991 le quotidien Libération, au dire d'un médecin français membre de la sixième équipe, le chef de l'équipe, David Kay, avait délibérément cherché à provoquer des accrochages avec les autorités iraqiennes afin de susciter le prétexte d'une nouvelle agression des Etats-Unis contre l'Iraq.

d) Toutes les équipes d'inspection nucléaire qui se sont rendues en Iraq ont visité plus de 60 sites dans l'ensemble du pays. Plus de la moitié des sites inspectés n'étaient pas liés au programme nucléaire. Les équipes d'inspection ont travaillé 3 449 jours en Iraq, au cours desquels ils ont fait 279 visites d'inspection, y compris 106 visites et secondes visites aux sites du programme nucléaire iraquien, 60 visites aux sites d'appui et 47 visites à des sites qui n'avaient absolument aucun rapport avec le programme,

M. Malik (Iraq)

telles les visites de la prison de la ville de Mossul, de la grande usine d'évacuation des égouts de Bagdad, d'un abri pour civils et d'un champ agricole privé. Les équipes d'inspection ont effectué 40 visites surprise et ont emporté 600 échantillons pour être soumis à des tests de radiation. Elles ont surveillé la destruction de plus de 2 000 articles de matériel et d'équipement ainsi que la démolition de bâtiments sur 47 750 mètres carrés à Al-Atheer, Hateen, Tarmiyah et Al-Shourkat. Les équipes d'inspection ont mis sous scellé plus de 900 articles de matériel, mécanismes et équipements et ont procédé à la destruction de 4 000 tonnes de fer utilisé dans le programme EMIS.

Avant que les équipes d'inspection n'entreprennent leurs opérations de démolition, l'Iraq avait volontairement détruit plus de 26 000 articles tels que des pièces détachées, des machines et autres équipements qui ont été examinés par la suite par les équipes d'inspection elles-mêmes. De grandes quantités de matières premières ont également été détruites, notamment 1 500 tonnes d'acier Margin.

Le Dr Zefirero, responsable de l'équipe d'inspection nucléaire la plus récente, a déclaré que le programme nucléaire iraquien était au "point zéro", ce qui est la stricte vérité.

M. Blix se souviendra peut-être que le 12 mars 1992, à New York, le Président de la Commission iraquienne de l'énergie atomique lui a présenté un document contenant un rapport complet et définitif concernant le programme nucléaire de l'Iraq. Nous avons appris que ce rapport a été envoyé à 150 experts et spécialistes dans le monde entier. M. Blix se rappellera aussi que 24 questions seulement nous ont été posées au sujet de ce rapport; les réponses à ces questions figuraient soit dans le rapport lui-même, soit dans des lettres adressées par les Iraquiens aux responsables des missions d'inspection.

Le Conseil de sécurité a exigé dans sa résolution que l'Iraq mette un terme à toute activité nucléaire à l'exception de l'usage des isotopes à des fins médicales, agricoles et industrielles. A cet effet, l'Iraq a pris les mesures suivantes :

a) Entre le 24 juillet et le 10 octobre 1991, le Ministre des affaires étrangères a envoyé cinq lettres au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie

M. Malik (Iraq)

atomique, dans lesquelles il a indiqué clairement que l'Iraq avait abandonné toutes ses activités nucléaires et qu'à toutes fins pratiques et scientifiques ses activités passées avaient pris fin avec la destruction des sites nucléaires irakiens pendant l'agression des forces coalisées;

b) Le Président de la Commission irakienne de l'énergie atomique a donné au chef de la quatrième équipe d'inspection nucléaire en Iraq l'assurance que, en raison des destructions subies par les installations scientifiques, l'Iraq n'était plus en mesure de poursuivre ses activités scientifiques. La quatrième équipe a constaté les dégâts et reconnu que les installations en question étaient devenues inutilisables;

c) Les missions d'inspection qui ont visité l'Iraq n'ont signalé aucune activité contraire aux engagements irakiens.

Le Conseil de sécurité a exigé dans ses résolutions que l'Iraq cesse toute opération visant à déplacer ou détruire, sans notification à la Commission spéciale et sans l'accord préalable de celle-ci, tout matériel ou équipement lié à ses activités nucléaires. L'Iraq a pris à cet effet les mesures suivantes :

a) Le Ministre des affaires étrangères a envoyé au Secrétaire général une lettre datée du 28 août 1991, dans laquelle il a déclaré que l'Iraq avait décidé, à compter du 28 juin 1991, de cesser de déplacer ou de détruire tout matériel ou équipement lié à la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité;

b) Les missions d'inspection nucléaire qui se sont rendues en Iraq ont pu elles-mêmes vérifier l'application de cette décision et il a été convenu avec la troisième mission de transférer ailleurs une partie du matériel, de façon que l'AIEA puisse contrôler plus facilement le matériel transféré sous la supervision des membres de la mission. A la demande de la septième mission d'inspection, une certaine quantité de concentré orange a été transférée du site de Tikrit à Tuwaitha. Ce transfert a été vérifié par la huitième mission. La septième mission a également demandé qu'à Tuwaitha, certaines quantités de bioxyde d'uranium soient transférées du site D au site C. Enfin, l'Iraq a demandé à l'AIEA l'autorisation de transférer des déchets liquides contenant de l'uranium du site d'Al-Kisek à l'usine d'Al-Jazira, mais cette autorisation n'a pas été accordée jusqu'à ce que les inspecteurs de l'AIEA

M. Malik (Iraq)

puissent superviser les opérations. L'Iraq a à coeur de prendre les mesures voulues dans ce domaine, ce que n'ont pas démenti ni contesté les missions d'inspection qui sont venues en Iraq.

L'Iraq a répondu de manière positive à l'accord de garanties de l'AIEA et à ses annexes. Depuis novembre 1991, les autorités iraqiennes compétentes ont transmis les renseignements demandés et, par la suite, ces renseignements ont été constamment mis à jour.

Dans sa déclaration au Conseil de sécurité, le 11 mars 1992, à propos des résolutions 707 (1991) et 715 (1991), M. Tariq Aziz, chef adjoint du Gouvernement de la République iraqienne, a réaffirmé que le respect de la souveraineté et de la sécurité de l'Iraq et de son droit légitime au progrès et à la science créerait le climat propice à l'application juste et équitable des obligations de l'Iraq au titre de ces deux résolutions.

Dans sa résolution 687 (1991), le Conseil de sécurité

"Note que les mesures que doit prendre l'Iraq en application des paragraphes 8 à 13 de la résolution représentent des étapes sur la voie de l'établissement au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs, ainsi que vers une interdiction générale des armes chimiques". (Résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, par. 14)

Il est extrêmement regrettable que le Conseil de sécurité ait totalement ignoré ce paragraphe et n'ait pris absolument aucune mesure pour le faire appliquer. D'ailleurs, en adoptant la résolution 715 (1991), le Conseil de sécurité a fait obstacle à toute initiative tendant à l'établissement d'une telle zone jusqu'à ce qu'ait été exécuté le plan de contrôle du respect par l'Iraq des dispositions de la résolution 687 (1991). C'est ainsi que le Conseil de sécurité, et notamment les pays qui le contrôlent, ont laissé Israël continuer à accroître au même rythme son arsenal d'armes de destruction massive.

M. Malik (Iraq)

Dans le même temps, le Conseil de sécurité n'a malheureusement pas pris les mesures requises pour faire appliquer sa résolution 487 (1981), dans laquelle, à la suite de l'attaque non provoquée perpétrée par Israël contre le réacteur iraquien de Temmuz, qui était utilisé à des fins pacifiques, il demandait à Israël de placer ses installations nucléaires sous les garanties de l'AIEA.

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que l'Iraq a pleinement respecté ses obligations relatives aux dispositions de la résolution 687 (1991). Diverses déclarations équitables et objectives faites par les chefs des équipes d'inspection nucléaire ont souligné la coopération des autorités irakiennes. Les raisons pour lesquelles des doutes ont été émis et de fausses accusations proférées quant au prétendu non-respect par l'Iraq des dispositions de ladite résolution sont évidentes; il existe des arrière-pensées politiques qui n'ont rien à voir avec l'application de la résolution.

Les trois membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité, les Etats-Unis d'Amérique surtout, déclarent constamment, ouvertement et publiquement qu'ils souhaitent changer la direction politique de l'Iraq, malgré le fait que cela soit clairement contraire à la Charte des Nations Unies et à la teneur des résolutions du Conseil de sécurité lui-même. L'objectif de ces trois Etats est de soumettre l'Iraq au chantage et de le mettre constamment en position d'accusé dans le but d'utiliser leurs fausses accusations pour maintenir l'embargo économique injuste contre le peuple iraquien. Ils souhaitent profiter de la situation afin de pouvoir menacer d'utiliser la force militaire contre l'Iraq à leur guise, de réaliser leur vœu illégitime de changer le régime en Iraq et de détruire l'économie iraquienne.

Le peuple iraquien a apporté des contributions notables à la civilisation humaine. Les musées d'Europe regorgent des réalisations de la grande civilisation de ce peuple. Or, ce peuple qui a donné au monde Abraham, le père de tous les prophètes, ce peuple qui a inventé l'écriture et créé le premier système juridique du monde qui a défini les droits et les devoirs, ce peuple dis-je souffre aujourd'hui l'injustice et l'oppression. Combien de temps ce peuple fier pourra-t-il supporter toute cette injustice? Et combien de temps l'humanité la tolérera-t-elle?

M. Malik (Iraq)

En présentant ces faits à l'Assemblée générale, la délégation de l'Iraq espère que tous les Etats jugeront avec équité et objectivité les mesures prises par l'Iraq en vue d'appliquer les dispositions de la résolution 687 (1991) et qu'ils en tireront les conclusions appropriées. L'Iraq espère également que tous les Etats oeuvreront avec nous pour faire lever l'embargo économique contre le peuple iraquien, étant donné que toutes les causes à l'origine de son imposition ont cessé d'exister, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

M. NEAGU (Roumanie) : Le rapport sur les activités de l'AIEA offre un tableau convaincant de l'envergure des activités de l'Agence et des progrès accomplis dans la mise en oeuvre de ses programmes. Nous voudrions rendre hommage au Directeur général de l'Agence et à son secrétariat pour avoir réussi à faire face aux tâches qui leur ont été confiées, malgré toute une série de difficultés, y compris financières.

Vu le lien intrinsèque qui existe entre les fonctions fondamentales de l'Agence, nous soutenons la nécessité de renforcer la coopération et l'assistance techniques, de pair avec les activités de garanties et de sûreté nucléaires, ce qui assurera une meilleure et fructueuse coopération internationale et un développement plus poussé des applications pacifiques de l'énergie nucléaire.

Le Gouvernement roumain est reconnaissant à l'Agence et à ses Etats membres de l'assistance technique qui lui a été fournie sous les différentes formes disponibles. La coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique fait partie intégrante de notre politique dans le domaine de l'énergétique nucléaire basée sur une technologie avancée comme celle des réacteurs CANDU. A cette fin, un important contrat a été signé cette année avec des partenaires du Canada et de l'Italie pour l'un des plus importants objectifs d'investissement lancés par l'Etat, destiné à la mise en fonction, en 1995, de la première partie de la centrale nucléaire de Cernavoda.

La Roumanie accorde une haute priorité aux activités de l'Agence visant à l'application des garanties sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et à l'amélioration du fonctionnement de son système de garanties, qui joue un rôle

M. Neagu (Roumanie)

clef dans la prévention de la prolifération des armes nucléaires et contribue au développement de la coopération et du commerce internationaux concernant les matériels, les équipements et la technologie nucléaires.

Notre attitude à l'égard des garanties est claire. La Roumanie est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et a accepté les garanties intégrales en vertu de celui-ci. En même temps, elle a fait des garanties intégrales une condition à toute coopération et fourniture de matériel dans le domaine nucléaire. La Roumanie a souscrit aussi aux directives du Groupe des exportateurs nucléaires ainsi qu'aux directives sur les transferts nucléaires et sur les transferts de matériels, d'équipements et de technologie nucléaires à double usage.

Des faits récents ont montré combien des efforts soutenus sont nécessaires pour renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et donner au TNP une dimension réellement universelle.

Le rôle joué par l'Agence dans la mise en oeuvre de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité de l'ONU confirme la nécessité de renforcer le système de garanties et de donner à l'Agence les moyens d'assurer que l'énergie nucléaire ne soit pas détournée de ses fins pacifiques. Nous voudrions féliciter le Directeur général et ses collègues pour la manière compétente et efficace dont ils s'acquittent des missions complexes confiées à l'Agence par le Conseil de sécurité.

Dans un monde qui a besoin d'énergie et qui est en même temps préoccupé par la pollution et la détérioration de l'environnement, la sûreté nucléaire et la radioprotection doivent avoir une priorité élevée dans le programme de l'Agence. Nous attachons une attention particulière à ces activités et nous notons avec satisfaction que le programme élargi de sûreté nucléaire adopté après l'accident de Tchernobyl a eu des effets positifs sur les plans scientifique et technologique ainsi qu'en ce qui concerne la crédibilité de l'énergie nucléaire dans l'esprit du public.

M. Neagu (Roumanie)

L'importance évidente d'une convention en matière de sûreté nucléaire nous détermine à participer activement à l'élaboration du projet visant à combler une lacune de réglementation sur le plan international et à contribuer à l'augmentation de la protection de la société et de l'environnement.

Comme beaucoup d'autres pays, la Roumanie est sérieusement préoccupée par l'état inadéquat de certains réacteurs nucléaires anciens situés dans la région. Nous nous félicitons des activités menées par l'Agence visant à l'évaluation et à l'amélioration de la sûreté de ces réacteurs. Un arrêt complet de ces réacteurs entraînerait certes des problèmes énergétiques dans les pays qui les exploitent, mais un accident pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour tous.

La Roumanie est déterminée à réaliser la centrale nucléaire de Cernavoda de telle manière que son fonctionnement et les conditions de sûreté nucléaire soient assurés au niveau des standards internationaux. En même temps, le Gouvernement roumain va renforcer l'organe national de réglementation nucléaire. Nous tenons à remercier l'AIEA de l'assistance qu'elle nous a offerte récemment dans ce domaine, surtout par les recommandations d'une mission d'experts de l'Agence qui a visité notre pays cette année.

Le Parlement de la Roumanie vient de ratifier la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires et le Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris.

Notre délégation s'est portée coauteur du projet de résolution sur le rapport de l'AIEA. Nous considérons que ce projet reflète d'une façon adéquate et équilibrée les objectifs et les préoccupations actuels concernant l'activité de l'Agence.

Depuis sa création, l'AIEA a rempli avec plein succès sa noble mission en assurant la promotion des applications pacifiques de l'énergie nucléaire, tout en contribuant à la non-prolifération des armes nucléaires, à la sûreté des installations nucléaires, au développement de ses Etats membres par le programme d'assistance technique, à la coopération internationale. La Roumanie est résolue à lui prêter tout son appui pour qu'elle accomplisse toujours mieux ses fonctions et responsabilités, qui sont déjà devenues d'importance mondiale.

M. LEE (République de Corée) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la République de Corée, je voudrais remercier M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de l'importante déclaration qu'il a faite hier après-midi en présentant le rapport annuel de l'Agence pour 1991.

Ma délégation voudrait aussi féliciter le Directeur général et le secrétariat de l'AIEA à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'Agence et rendre hommage à leur travail acharné et à leur contribution significative dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et dans la prévention de son utilisation à des fins militaires pendant plus de trois décennies.

Nous nous félicitons également de l'admission des Républiques de Croatie, de Slovénie et d'Ouzbékistan à l'AIEA lors de la trente-sixième session de la Conférence générale, le mois dernier.

Ma délégation a noté avec satisfaction les réalisations de l'Agence au cours des 12 derniers mois à la fois dans les domaines de la promotion et de la réglementation de ses activités. Un des domaines auxquels mon gouvernement attache une grande importance est la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que le rôle de l'AIEA dans la mise en oeuvre et le renforcement du système de garanties.

Au cours de l'année passée, des événements positifs se sont produits en faveur de la non-prolifération et du renforcement du système de garanties. Dans le domaine de la non-prolifération, la Chine et la France, deux Etats dotés d'armes nucléaires déclarées, ont finalement adhéré au Traité sur la non-prolifération (TNP), une mesure importante et bien accueillie permettant de réaliser un véritable régime universel de non-prolifération.

Les nouveaux Etats indépendants qui faisaient partie de l'ex-Union soviétique et qui ont des activités nucléaires significatives, tels que les Etats baltes, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélarus, sont également censés adhérer au TNP en tant qu'Etats non dotés d'armes nucléaires dans un avenir proche.

L'adhésion d'autres Etats nucléaires et d'Etats non nucléaires au TNP est de bon augure pour la conclusion positive de la Conférence d'examen de 1995 visant à proroger le TNP. De plus, l'Argentine et le Brésil ont accepté

M. Lee (Rép. de Corée)

d'échanger des renseignements sur leurs activités nucléaires et de se soumettre à l'inspection de l'AIEA. Le Traité de Tlatelolco doit entrer en vigueur dans un avenir proche et fera de toute la région de l'Amérique latine une zone exempte d'armes nucléaires.

Quant à l'Afrique du Sud, après avoir examiné le rapport du Directeur général sur les résultats de l'inspection complète et de la vérification de toutes les installations nucléaires sud-africaines l'année dernière, la Conférence générale de l'AIEA le mois dernier a décidé de retirer de l'ordre du jour de sa prochaine session le point concernant les capacités nucléaires de l'Afrique du Sud.

La République populaire démocratique de Corée, après un délai de plus de six ans, a finalement conclu un accord de garanties avec l'AIEA qui est entré en vigueur en mai dernier. Cependant, il semble être encore prématuré pour l'AIEA de porter un jugement sur l'état complet et précis du rapport initial d'inventaire de la République populaire démocratique de Corée. Je reviendrai sur cette question plus tard.

Pour ce qui est du renforcement du système de garanties de l'AIEA, ma délégation se félicite des mesures prises par son Conseil des gouverneurs, mesures qui ont été ensuite entérinées par la Conférence générale qui s'est tenue à Vienne, afin de renforcer le système de garanties et améliorer son efficacité et sa rentabilité.

Ma délégation est également heureuse que l'Agence ait réaffirmé son droit d'entreprendre des inspections spéciales qui pourraient aider l'Agence à faire face à toute activité nucléaire clandestine. L'approbation de la proposition du Directeur général quant à la fourniture rapide de renseignements sur les plans en cours a été également une réalisation bien accueillie.

Nous pensons aussi que le système projeté de communication universelle de renseignements sur les exportations et les importations de matériel nucléaire et d'équipement névralgique, qui doit être parachevé à la suite d'autres consultations, pourrait contribuer à accroître la transparence et l'instauration de la confiance, à la fois entre les Etats nucléaires et les Etats non nucléaires.

Nous encourageons l'Agence à concevoir bientôt de nouvelles propositions pour répondre aux différentes préoccupations des Etats membres quant à

M. Lee (Rép. de Corée)

l'instauration d'un régime de communication viable et efficace reposant sur les principes de la non-discrimination et de l'universalité et qui entrerait en vigueur dans les meilleurs délais.

Etant donné les exigences croissantes des activités de garanties de l'Agence par rapport aux Etats qui développent leur énergie nucléaire, et considérant les difficultés financières que l'Agence continue de rencontrer, il est d'autant plus nécessaire et pressant de moderniser et de rationaliser le système de garanties de l'Agence. Tout en appuyant pleinement l'effort que déploie le Directeur général pour étudier les mesures souhaitables à cet égard, ma délégation estime que les mesures de rationalisation ou d'économie devraient être envisagées sans sacrifier l'efficacité du système de garanties lui-même.

M. Lee (Rép. de Corée)

Mon gouvernement est prêt à participer activement au processus de consultation à ce sujet, notamment dans le cadre du Groupe consultatif permanent sur l'application des garanties.

Comme M. Blix l'a fait remarquer dans sa déclaration, nous entrons dans un monde de l'après-guerre froide où moins de ressources sont consacrées à des fins militaires - notamment aux armes nucléaires -, évolution que favorise la non-prolifération à l'échelle mondiale. A ce propos, ma délégation voudrait une fois encore attirer l'attention de l'Assemblée générale sur les initiatives et l'engagement pris par le Gouvernement de la République de Corée à l'égard de la non-prolifération dans notre région.

En décembre dernier, après l'initiative de paix prise en novembre par le Président Roh Tae Woo en faveur d'une péninsule coréenne dénucléarisée, la Corée du Sud et la Corée du Nord ont conclu la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Cet accord intercoréen peut être considéré comme un premier pas vers la non-prolifération des armes nucléaires dans la péninsule et une manière de promouvoir un nouvel ordre de paix et de stabilité en Asie du Nord-Est. Malgré cette évolution encourageante, la méfiance et l'inquiétude suscitées par le programme nucléaire nord-coréen persistent.

Sur le plan multilatéral, ni la visite du Directeur général en République populaire démocratique de Corée ni le fait qu'au cours des cinq derniers mois l'AIEA a procédé à trois inspections des installations et du matériel nucléaires de la Corée du Nord n'ont permis jusqu'ici de dissiper les craintes que suscite le programme nucléaire nord-coréen.

Au niveau bilatéral, la neuvième réunion de la Commission mixte Nord-Sud de contrôle nucléaire, qui s'est achevée ce matin même à Panmunjom, n'a pu se mettre d'accord sur un régime d'inspections mutuelles reposant sur les principes de la réciprocité et de l'inspection par mise en demeure. Ainsi, l'affirmation de la République populaire démocratique de Corée selon laquelle elle n'aurait ni l'intention ni la capacité de fabriquer des armes nucléaires reste à prouver aux niveaux multilatéral et bilatéral.

A la réunion du Conseil des gouverneurs le mois dernier comme à la Conférence générale de l'AIEA qui a suivi, des représentants de plus de 20 Etats Membres ont manifesté leur vive inquiétude à l'égard du programme

M. Lee (Rép. de Corée)

nucléaire nord-coréen qui n'a toujours pas fait l'objet d'une vérification. Ils ont engagé les autorités de la République populaire démocratique de Corée à continuer de coopérer aux inspections de l'AIEA et d'accepter des mesures complètes et réciproques d'inspection afin de donner suite dès que possible à l'accord Nord-Sud sur la dénucléarisation. A ce sujet, ma délégation demande une fois de plus à la République populaire démocratique de Corée de renoncer à la construction d'installations de retraitement ou de fermer celles qui existent, conformément à la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Quant aux observations formulées il y a un moment par le représentant de la République populaire démocratique de Corée à propos des raisons de l'impasse où se trouvent les négociations nucléaires Nord-Sud, elles ne méritent ni que j'en parle ni que l'Assemblée générale leur prête attention, car elles ne comportent pas le moindre élément nouveau, constructif ou tangible.

Je voudrais maintenant en venir à la question de la sûreté nucléaire et de la sûreté de l'élimination des déchets radioactifs, qui constitue l'un des aspects les plus importants de la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Même si chaque Etat est en fin de compte responsable de la sûreté de ses installations nucléaires, la coopération internationale est plus importante que jamais pour garantir une sûreté nucléaire plus efficace et plus économique.

Tout en appréciant les diverses initiatives prises par le secrétariat de l'AIEA à ce sujet, ma délégation engage l'Agence et ses Etats membres qui négocient actuellement le projet de convention internationale sur la sûreté nucléaire à redoubler d'efforts pour arriver à un consensus rapidement, en tout cas avant la prochaine réunion de la Conférence générale de l'AIEA.

De même, nous nous félicitons que l'Agence ait entrepris d'élaborer une nouvelle série de normes de sûreté pour les déchets radioactifs, internationalement acceptées, et apprécions les progrès enregistrés jusqu'ici dans ce domaine. Nous espérons que la phase I du programme sera, comme prévu, achevée d'ici à 1994. Mon gouvernement envisage de contribuer financièrement à l'exécution du programme. A ce sujet, comme l'a recommandé la Conférence générale, tous les Etats qui ont des programmes d'énergie nucléaire doivent les soumettre sans restriction à l'AIEA afin d'en améliorer la sûreté d'exécution.

M. Lee (Rép. de Corée)

Sont compris ici les missions d'examen de la sûreté d'exploitation, les équipes d'analyse des événements importants pour la sûreté et le système mis en place pour signaler les incidents.

La sûreté des réacteurs nucléaires d'Asie du Nord-Est, où sont élaborés et exécutés de vastes programmes d'énergie nucléaire, nous préoccupe de plus en plus. Mon gouvernement a récemment demandé aux pays de la région de songer sérieusement à mettre au point, en étroite coopération avec l'AIEA, un programme régional de coopération en matière de sûreté nucléaire.

Nous engageons la République populaire démocratique de Corée à s'associer à l'Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technique nucléaires et aux autres programmes de coopération régionale en matière de sûreté nucléaire et à faire appel aux services de l'AIEA pour améliorer la sûreté opérationnelle de ses réacteurs nucléaires développés grâce à des ressources locales, qui sont en construction ou fonctionnent déjà. Je songe en particulier à des services de l'AIEA comme les missions d'examen de la sûreté d'exploitation et les équipes d'analyse des événements importants pour la sûreté.

Pour ce qui est de promouvoir le mandat de l'Agence, ma délégation prend acte des récentes initiatives et des efforts faits par l'AIEA et les Etats Membres pour encourager l'application pacifique de la science et des techniques nucléaires aux domaines de la médecine, de l'agriculture et de l'industrie, notamment pour l'irradiation des aliments et l'approvisionnement en eau potable. Ma délégation demande à l'Agence et aux autres institutions spécialisées intéressées, mais aussi aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales, de multiplier leurs initiatives communes dans ce domaine, en mettant notamment l'accent sur l'assistance technique et la coopération afin de répondre aux besoins croissants du monde en développement.

Dans un monde en perpétuelle évolution, l'AIEA et ses Etats membres devraient pouvoir répondre aux exigences et aux problèmes nouveaux qu'implique la promotion de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Il faut commencer par exercer un contrôle sur la quantité croissante de matériels nucléaires ayant des fins militaires - plutonium et uranium enrichi - séparés du cycle nucléaire ou récupérés lors du démantèlement d'armes nucléaires.

M. Lee (Rép. de Corée)

Dans sa déclaration, le Directeur général a exprimé ses préoccupations et fait des suggestions quant aux mesures internationales propres à assurer le stockage pacifique ou l'utilisation de matières fissibles récupérées lors du démantèlement d'armes nucléaires ou séparées du combustible utilisé et quant au rôle que l'AIEA peut jouer à cet égard. Ma délégation a pris note de ces préoccupations et de ces suggestions. Nous espérons que le secrétariat de l'AIEA entreprendra des études en profondeur sur cette importante question qui inquiète de plus en plus l'opinion mondiale et qu'il fera des propositions qu'examineront l'AIEA et l'Assemblée générale dans les mois à venir.

Pour conclure, ma délégation tient à réaffirmer que le Gouvernement de la République de Corée s'en tient aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous appuyons sans réserve l'AIEA et coopérons pleinement avec elle. C'est dans cet esprit que ma délégation s'est portée coauteur du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1. Nous espérons que le projet de résolution sera adopté par consensus.

M. GALAL (Egypte) (interprétation de l'arabe) : Je tiens tout d'abord à exprimer la satisfaction de la délégation de l'Egypte pour la déclaration importante prononcée par M. Hans Blix, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), lorsqu'il a présenté le rapport annuel de l'Agence. L'Egypte apprécie énormément les efforts inlassables du Directeur général et du secrétariat de l'Agence pour s'acquitter de leurs responsabilités.

Ma délégation est pleinement satisfaite de l'adoption par consensus, à la dernière session de la Conférence générale de l'Agence, de la résolution portant sur l'application des garanties de l'AIEA pour la région du Moyen-Orient, et ce, pour la deuxième année consécutive.

Cette position répétée, adoptée par les membres de la Conférence générale, raffermirait notre position de principe quant à la nécessité de soumettre toutes les installations nucléaires du Moyen-Orient aux garanties de l'AIEA. C'est là une mesure importante pour instaurer la confiance, ce qui contribuerait à parvenir à un règlement complet et juste des problèmes politiques extrêmement complexes qui affligent la région du Moyen-Orient depuis plus de 40 ans.

L'AIEA joue un rôle important dans le renforcement du système de non-prolifération des armes nucléaires. Ce rôle est reconnu comme un fait accompli sur les plans international et régional. C'est également un instrument essentiel dans les efforts internationaux en vue de l'élimination des armes de destruction massive qui menacent non seulement la région du Moyen-Orient mais aussi l'avenir de l'humanité tout entière et ont un effet négatif sur les aspirations des peuples du monde à la sécurité et à la stabilité.

Par conséquent, l'Egypte se félicite des mesures positives qui viennent d'être prises par l'Agence en vue d'éliminer certaines imperfections du régime des garanties et de surveillance et d'assurer le respect des obligations contractées au titre du Traité sur la non-prolifération (TNP).

Le fait que l'Agence ait pris ces dispositions montre à l'évidence la souplesse de son système et sa capacité de s'adapter aux nombreux changements internationaux qui sont devenus la caractéristique principale de notre époque. De même, ces mesures raffermissent notre confiance dans la capacité de l'Agence de s'acquitter de ses responsabilités.

M. Galal (Egypte)

Une grande majorité des membres de la communauté internationale ayant adhéré au Traité sur la non-prolifération, des voix se sont élevées au sein de l'Assemblée générale pour dire qu'il était nécessaire et urgent de proroger le Traité, si l'on veut éviter au monde les graves dangers posés par la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Ceci nous incite à demander à la communauté internationale de s'élever avec autant de véhémence contre le manque de réaliser l'universalité du Traité, un quart de siècle même après son entrée en vigueur. La crédibilité des mesures adoptées par l'Agence pour renforcer le régime des garanties et le système de surveillance aura une portée limitée tant qu'il se trouvera des Etats pour agir comme bon leur semble en dehors des dispositions du Traité sur la non-prolifération.

Dans ce contexte et celui du désarmement régional, je me vois dans l'obligation de souligner l'importance de l'adhésion de tous les Etats du Moyen-Orient sans exception au Traité sur la non-prolifération ou au système de garanties de l'AIEA. Car, à notre avis, c'est là la meilleure façon de dissiper le sentiment d'insécurité et la crainte du danger qui planent toujours sur la région, entravent les efforts de paix et nous empêchent de progresser autant que nous l'espérons.

L'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est l'un des objectifs légitimes de tous les pays du monde, en particulier les pays en développement qui trouveraient là les moyens appropriés d'améliorer leurs économies, de rattraper la croissance économique mondiale et d'assurer le bien-être de leurs peuples.

Avant de terminer, je voudrais louer l'Agence pour ses activités destinées à fournir une assistance technique aux pays en développement dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous espérons que cette coopération positive non seulement continuera mais ira en croissant afin de répondre aux besoins légitimes de ce groupe de pays.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote ou leur position avant le vote. Puis-je rappeler aux délégations que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes, et que les délégations doivent faire leur déclaration de leur siège.

M. MALIK (Iraq) (interprétation de l'arabe) : La délégation de la République d'Iraq aimerait expliquer son vote sur le projet de résolution distribué sous la cote A/47/L.9/Rev.1.

Tout d'abord, l'Iraq souhaite vivement qu'on évite de politiser les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou de toute autre agence de l'Organisation des Nations Unies.

Deuxièmement, le huitième alinéa du préambule et le paragraphe 6 du dispositif ont été ajoutés en pure perte au projet par un nombre restreint d'Etats occidentaux bien connus, en vue d'isoler l'Iraq et de le faire paraître comme un violateur des résolutions et des accords internationaux. Comme je viens tout juste de l'expliquer en détail dans ma déclaration, nous nous sommes acquittés de nos obligations dans le domaine nucléaire, conformément aux dispositions de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Les membres auront sans aucun doute noté que le Directeur général de l'Agence, M. Blix, ne s'est plaint d'aucun manque de notre part dans la mise en oeuvre de ces dispositions. Mais certains pays occidentaux ont exploité ce sujet, entre autres, à des fins politiques, notamment dans le but de maintenir le blocus inhumain imposé au peuple iraquien en vue de l'affamer.

Troisièmement, l'Iraq s'oppose au principe du double critère dans les rapports entre les pays, une position partagée par un grand nombre de pays.

M. Malik (Iraq)

Il serait bon, en effet, d'avoir une norme unique, convenue, qui soit appliquée à tous les pays sans exception. Les délégations auront sans doute noté que les décisions prises cette année par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont omis de mentionner qu'Israël possède des armes nucléaires ainsi que la menace nucléaire que représente Israël. Elle ne mentionne pas non plus qu'Israël n'a pas adhéré au Traité de non-prolifération, ainsi qu'il est requis dans la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité.

N'y a-t-il pas là un double critère? N'y a-t-il pas là discrimination?

Pour toutes ces raisons, la délégation de l'Iraq trouve extrêmement difficile d'accepter l'alinéa 8 du préambule et le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution.

A cette occasion, je tiens à exprimer ici ma gratitude personnelle à l'Ambassadeur Paul O'Sullivan, de l'Australie, pour l'esprit de coopération dont il a fait preuve lors de la discussion du projet de résolution.

M. ODEH (Jordanie) (interprétation de l'arabe) : Avant le vote sur le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 portant sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), ma délégation voudrait exprimer sa satisfaction quant à la nouvelle orientation internationale responsable que reflète ce projet de résolution en vue de protéger la vie et la santé de l'humanité et la sécurité de son environnement.

Je me dois dès l'abord de remercier l'Agence pour le rôle noble et important qu'elle remplit dans l'intérêt de toute l'humanité. Ma délégation déplore cependant le manque d'équilibre de ce projet de résolution qui mentionne spécifiquement dans son préambule un Etat du Moyen-Orient en omettant, par contre, de mentionner un autre Etat de la même région, Israël, qui possède diverses installations nucléaires, qui, à ce jour, n'a pas adhéré au Traité de non-prolifération et refuse obstinément de soumettre ses installations nucléaires au système de garanties de l'Agence, allant ainsi à l'encontre de l'orientation internationale dont je parlais précédemment.

J'aimerais appeler l'attention sur le paragraphe 14 de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, où il est stipulé que les mesures que doit prendre l'Iraq en application de la résolution représentent, entre autres, des étapes sur la voie de l'établissement au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes de destruction massive.

M. Odeh (Jordanie)

Par conséquent, le moins que nous puissions espérer du projet de résolution qui nous est soumis, qui mentionne un certain Etat dans la région, est qu'il fasse également référence à l'autre Etat. La raison pourrait accepter la discrimination entre un Etat et un autre qui possèdent des armes nucléaires, en fonction de leurs régimes politiques et de leur capacité de contrôler leurs armes nucléaires. Mais la raison ne saurait accepter la discrimination entre Etats possédant des installations nucléaires du fait du danger découlant du refus de placer ces installations sous le système de garanties et le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La fuite de radiations nucléaires dans un pays donné n'a rien à voir avec son régime politique. Le danger pour l'humanité et son environnement qui pourrait résulter des radiations n'a aucun rapport avec la source de ce danger.

Ainsi, mon pays ne saurait éprouver une quiétude et une satisfaction totales vis-à-vis d'une résolution qui ignore les installations nucléaires israéliennes - dont l'une n'est située qu'à une trentaine de kilomètres d'agglomérations résidentielles jordaniennes -, d'autant plus que la catastrophe de Tchernobyl est toujours présente dans nos mémoires.

C'est pourquoi ma délégation se verra obligée de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution qui nous est soumis, alors même que nous sommes reconnaissants à l'Agence internationale de l'énergie atomique pour les efforts qu'elle déploie, et au monde pour l'orientation saine qu'il a choisie en vue de protéger l'humanité, sa santé et son environnement.

M. AL-HADDAD (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Je tiens à exprimer mes plus sincères remerciements au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour la déclaration extrêmement utile qu'il a faite hier devant cette assemblée.

Ma délégation a étudié le rapport annuel de l'Agence pour 1991. Mon pays apprécie hautement les efforts de M. Hans Blix et de ses collaborateurs. Nous convenons avec eux qu'il est nécessaire de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans tous les domaines du développement.

Ma délégation espérait pouvoir appuyer le projet de résolution paru sous la cote A/47/L.9/Rev.1. Cependant, nous estimons que toutes les résolutions doivent être équilibrées et non discriminatoires. C'est pourquoi nous serons

M. Al-Haddad (Yémen)

contraints de nous abstenir lors du vote sur ce projet de résolution. En effet, les installations nucléaires d'Israël ne sont pas mentionnées dans ce projet, et cette observation s'applique à d'autres points traités dans le projet de résolution. En conséquence, mon pays s'abstiendra de voter sur le projet de résolution susmentionné.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais annoncer que les pays suivants se sont portés coauteurs du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 : Estonie, Lituanie, Samoa et Togo.

L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1.

Des votes séparés ont été demandés en ce qui concerne le huitième alinéa du préambule et le paragraphe 6 du dispositif de ce projet de résolution.

Y a-t-il des objections à cette demande?

Puisque je n'entends pas d'objection, je vais d'abord mettre aux voix ces paragraphes.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le huitième alinéa du préambule du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Egypte, El Salvador, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Allemagne, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Mali, Malte, Iles Marshall, Maurice, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour,

Le Président

Slovénie, Iles Salomon, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Iraq.

S'abstiennent : Algérie, Cameroun, Cuba, Ghana, Malaisie, Mexique, Myanmar, Soudan, Ouganda, Yémen.

Par 123 voix contre une, avec 10 abstentions, l'alinéa 8 du préambule du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 est adopté.*

* La délégation du Nicaragua a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter pour.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le paragraphe 6 du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Tchécoslovaquie, Danemark, Equateur, Émirats, El Salvador, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Allemagne, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Mali, Malte, Îles Marshall, Maurice, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Slovénie, Îles Salomon, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, Thaïlande, Togo, Turquie, Ukraine, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Iraq.

S'abstiennent : Algérie, Cameroun, Cuba, Ghana, Malaisie, Mexique, Myanmar, Soudan, Ouganda, Yémen.

Par 124 voix contre une, avec 10 abstentions, le paragraphe 6 du dispositif est adopté.*

* Les délégations de la Gambie et du Nicaragua ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur l'ensemble du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Tchécoslovaquie, République populaire démocratique de Corée, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Estonie, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Allemagne, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lettonie, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Iles Marshall, Mauritanie, Maurice, Mexique, Micronésie (Etats fédérés de), Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Fédération de Russie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Slovénie, Iles Salomon, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, Ukraine, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Cuba, Iraq, Jordanie, ~~Roumanie~~, Yémen.

Par 146 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 est adopté (résolution 47/8).*

* Les délégations du Bénin, du Nicaragua et du Paraguay ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles entendaient voter pour.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote. Je rappelle aux délégations que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et doivent être faites par les délégations de leur place.

M. SALAS (Mexique) (interprétation de l'espagnol) : La délégation du Mexique s'est prononcée en faveur du projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 parce qu'elle estime qu'il est de la plus haute importance d'appuyer les travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de réaffirmer sa confiance dans le rôle que joue l'AIEA dans la promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Comme nous le savons tous, l'Assemblée générale s'est efforcée d'exprimer, pendant de nombreuses années, l'appui de la communauté internationale à toutes les activités de l'AIEA, sans en privilégier une en particulier. Bien que nous appuyions l'intention des paragraphes 4 et 5, nous estimons que leur inclusion, pour la première fois, dans la résolution n'est pas nécessaire, particulièrement à la lumière du dernier paragraphe du préambule qui se réfère à des décisions spécifiques de l'Agence. Nous sommes préoccupés par la tendance à citer des décisions isolées de la Conférence générale et à faire des références spéciales à ces décisions dans les résolutions de l'Assemblée générale.

De même, notre abstention lors des votes séparés sur le huitième paragraphe du préambule et le paragraphe 6 du dispositif reflète nos réserves quant à la pratique de privilégier certaines activités de l'Agence, aussi importantes soient-elles. Ce type de sélectivité porte atteinte à l'équilibre délicat qui doit prévaloir dans les activités de l'Agence. La sélectivité s'opère au détriment de l'importance attachée à d'autres activités telles que celles concernant la coopération technique de l'AIEA.

La délégation du Mexique regrette le fait qu'à un moment où un nombre croissant de résolutions sont adoptées par consensus à l'Assemblée, nous allions à contre-courant dans la présente situation. Ceci n'est dans l'intérêt ni de l'Assemblée générale, ni de l'AIEA. Nous espérons que cette situation ne se répétera pas à l'avenir.

M. MUJICA CANTELAR (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : La délégation de Cuba souhaite expliquer sa position en ce qui concerne le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 concernant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

De façon générale, la résolution que nous venons d'adopter comporte un ensemble d'idées concernant les activités de l'AIEA auquel mon pays souscrit totalement étant donné l'importance que Cuba accorde aux activités de l'Agence, avec laquelle elle a toujours entretenu des rapports de collaboration très fructueux dans le cadre des programmes actuels en vue de l'utilisation de l'énergie et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques pour le développement économique, social et scientifique du pays. Ma délégation se félicite donc du ton positif de la résolution en ce qui concerne le renforcement de la coopération technique de l'AIEA, qui revêt une grande importance pour les pays en développement.

Cependant, la délégation de Cuba ne peut appuyer certaines des références qui figurent dans la résolution, ce qui explique son abstention lors du vote sur ces paragraphes. Ma délégation souhaite exprimer ses réserves, en particulier quant à l'appui, au paragraphe 6 du dispositif, de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Cuba a eu l'occasion d'exposer ses raisons de voter contre cette résolution en tant que membre non permanent du Conseil au moment de son adoption; ces raisons étant toujours valides, il nous était impossible de voter pour ce paragraphe.

M. Mujica Cantelar (Cuba)

Pour ces raisons, ma délégation pense que la résolution manque de l'équilibre nécessaire. En conséquence, bien que nous souscrivions à plusieurs de ses éléments, nous nous sommes vus dans l'obligation de nous abstenir.

M. HASSAN (Soudan) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation s'est abstenue sur le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1 pour les raisons suivantes.

Tout d'abord, bien que ce projet de résolution contienne certains paragraphes positifs et constructifs, tant dans le préambule que dans le dispositif, ma délégation estime qu'il n'est pas équilibré, parce qu'il ne fait absolument pas mention de la capacité nucléaire d'Israël ni de sa non-adhésion au Traité de non-prolifération et au système de garanties. Un projet de résolution d'une telle importance devrait être complet, non discriminatoire, équilibré et impartial. Malheureusement, tel n'est pas le cas en ce qui concerne le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1.

Deuxièmement, le projet de résolution fait référence dans deux paragraphes au non-respect de l'Iraq de ses obligations en matière de garanties et de non-prolifération. A notre connaissance, l'Iraq a accepté la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et se conforme à son application.

Un projet de résolution sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique ne devrait pas être politisé et devrait être très objectif. Malheureusement, tel n'est pas le cas en ce qui concerne le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1. C'est pour ces raisons que ma délégation s'est abstenue.

M. BAAH (Ghana) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation est préoccupée par le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et le projet de résolution A/47/L.9/Rev.1, qui contient certaines idées auxquelles le Ghana souscrit.

Le développement de la technologie de l'énergie nucléaire est d'une utilité primordiale pour le Ghana. Cependant, la délégation du Ghana n'a pas pu appuyer le huitième alinéa du préambule ni le paragraphe 6 du dispositif, sur lequel elle s'est abstenue, car elle estime que le projet de résolution n'est pas équilibré et reste incomplet.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur droit de réponse.

Je voudrais rappeler aux Membres que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à dix minutes pour la première intervention et à cinq minutes pour la deuxième et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. KIM (République populaire démocratique de Corée) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais préciser clairement notre position en ce qui concerne la déclaration de la Corée du Sud.

La question nucléaire dans la péninsule coréenne et la méfiance qu'inspire toujours le nucléaire résultent du déploiement d'armes nucléaires par les Etats-Unis en Corée du Sud. Par conséquent, les conditions fondamentales du règlement de la question nucléaire dans la péninsule coréenne sont le retrait par les Etats-Unis de leurs armes nucléaires de la Corée du Sud, l'inspection des bases nucléaires en Corée du Sud, et l'élimination des sérieuses causes d'appréhension ressentie dans mon pays, qui vit sous la menace nucléaire depuis 30 ans.

A cette fin, il est urgent d'adopter un accord et des règles d'inspection en vertu de la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et d'inspecter les armes et les bases nucléaires des Etats-Unis en Corée du Sud. Bien qu'il se soit réuni à maintes reprises, le Comité mixte Nord-Sud de contrôle nucléaire, n'a toujours pas adopté de règles d'inspection pour la vérification de la dénucléarisation de la péninsule coréenne pas plus qu'il n'a procédé à une inspection en ce qui concerne les armes et les bases nucléaires des Etats-Unis en Corée du Sud. Cela est dû au fait que les autorités sud-coréennes ne sont pas en mesure de faire ce qu'il faut pour inclure les bases et les armes nucléaires dans les règles d'inspection ni d'exercer leur droit de souveraineté en ce qui concerne la question des bases et des armes nucléaires des Etats-Unis.

Lors de la réunion avec la partie sud, mon pays a demandé si oui ou non les armes nucléaires des Etats-Unis seraient retirées de la Corée du Sud. L'autre partie a répondu que nous devrions poser la question aux autorités du

M. Kim (Rép. pop. dém. de Corée)

Pentagone, à Washington. Il est extrêmement regrettable que les autorités sud-coréennes n'aient pas leur mot à dire quant à la présence sur leur propre sol d'armes nucléaires étrangères et qu'elles ne peuvent même pas vérifier le retrait de ces armes nucléaires.

Lors de la vingt-quatrième réunion annuelle Corée du Sud-Etats-Unis sur la sécurité qui s'est tenue récemment à Washington, les autorités des Etats-Unis et de la Corée du Sud ont accepté en principe de reprendre l'an prochain les manoeuvres militaires mixtes "Team Spirit", dont chacun sait qu'il s'agit de manoeuvres nucléaires. De telles manoeuvres nucléaires provocatrices ne peuvent être considérées autrement que comme un acte délibéré destiné à entraver le processus de paix et de réconciliation dans la péninsule coréenne et à empêcher l'application de la Déclaration sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. A en juger par le fait que les manoeuvres militaires "Team spirit" ont été interrompues avant que l'Agence internationale de l'énergie atomique n'effectue son inspection dans notre région, il est d'autant moins justifié de reprendre ces manoeuvres au moment où une inspection nucléaire est en cours.

Si les autorités de la Corée du Sud sont véritablement préoccupées par l'avenir de la péninsule coréenne et réellement intéressées à réaliser sa dénucléarisation, elles devraient adopter une position indépendante, libre de toute influence étrangère et agir le plus tôt possible en adoptant les règles d'inspection, afin que l'inspection d'ensemble des bases et des armes nucléaires des Etats-Unis puisse avoir lieu comme cela a été convenu par le Nord et le Sud.

En ce qui nous concerne, nous avons déclaré à maintes reprises que nous ne possédons aucune arme nucléaire et n'avons ni l'intention ni la capacité d'en fabriquer. Nous n'avons pas besoin d'en produire. Nous sommes fermement résolus, conformément à notre politique de paix antinucléaire, à n'utiliser l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques et non pour fabriquer des armes nucléaires. La sincérité de la politique nucléaire pacifique de notre gouvernement et sa volonté de dénucléarisation ont déjà été prouvées par plusieurs inspections ad hoc de l'AIEA. Après la troisième inspection ad hoc, l'équipe d'inspection, sur sa demande, a eu la possibilité d'inspecter deux endroits qui n'étaient pas inclus dans la déclaration initiale. Nous faisons ce que nous disons et nous ne parlons jamais en l'air.

M. Kim (Rép. pop. dém. de Corée)

Nous continuerons de respecter fidèlement nos obligations à l'égard du Traité de non-prolifération et, avec de la patience et de la sincérité, nous ferons tous les efforts possibles pour appliquer la Déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

M. LEE (République de Corée) (interprétation de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me permettre de prendre la parole à cette heure tardive, dans l'exercice de mon droit de réponse.

Ma délégation a écouté attentivement les observations habituelles de l'orateur précédent, espérant y trouver quelques éléments nouveaux, constructifs ou concrets, qui auraient mérité un commentaire de notre part. Comme cela n'a pas été le cas, je ne vois pas la nécessité de faire d'autres observations sur ses commentaires, même aux fins du procès-verbal.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite considérer l'examen du point 14 de l'ordre du jour comme terminé?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 45.